

RÉvolutionnaires

33 29 AVRIL 2025 · 2 € · LE JOURNAL DU NPA-RÉvolutionnaires

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**NI CHAIR À CANONS
NI CHAIR À PATRONS**

TRAVAILLEURS
DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-NOUS !

TRAVAILLEUSES
DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-NOUS !



ÉDITORIAL

Vive le 1^{er} mai, journée internationale de lutte de la classe ouvrière !

A lors que les classes dirigeantes du monde entier veulent nous accabler avec leurs menaces de guerre commerciale et de guerre tout court, ce ne sont pourtant pas les luttes qui manquent : aux États-Unis, des manifestations contre la politique de

Trump ont eu lieu à plusieurs reprises dans de nombreuses villes du pays ; en Serbie et en Turquie, la jeunesse défie le pouvoir ; en Grèce ainsi qu'en Belgique, d'importantes grèves générales ont eu lieu ces derniers mois.

TOUTE RESSEMBLANCE SERAIT PUREMENT FORTUITE...

En Belgique, une nouvelle mobilisation est d'ailleurs annoncée pour le 29 avril, pour refuser le plan d'attaque du nouveau gouvernement, poétiquement surnommé la coalition Arizona, qui s'en prend aux allocations chômage, veut repousser toujours plus l'âge de la retraite et prévoit des coupes budgétaires dans les services publics. De quoi trouver des échos ici, où Bayrou nous sermonne, affirmant que nous ne travaillons pas assez, et prévoit 40 milliards « d'efforts supplémentaires » à réaliser sur le budget 2026, qu'il faudrait prendre sur l'éducation,

la santé, les services publics, les dépenses des collectivités, etc. Des efforts, nous en faisons bien assez, pour boucler nos fins de mois, alors que les capitalistes de l'armement se frottent les mains devant leurs carnets de commandes bien pleins. Car ces 40 milliards

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉvolutionnaires



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

| | | | | | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|--|---|--|--------------|
| POLITIQUE | p. 1 à 4 | INTERNATIONAL | p. 5 à 7 | DOSSIER | p. 8 à 10 | PREMIÈRES LIGNES | p. 11 à 13 | CULTURE | p. 15 |
| Editorial Vive le 1 ^{er} mai, journée internationale de lutte de la classe ouvrière ! | Antisémitisme : l'abbé Pierre aussi constant que l'Eglise catholique | Trump et Poutine : du constructif... sous les bombes ? | En Serbie, le mouvement de révolte s'ancre dans la durée | RÉINDUSTRIALISATION, MON ŒIL : LES LICENCIEMENTS S'ACCÉLÉRERONT AVEC LA BENÉDICTINE DE L'ETAT ! | « APLD-rebond » : amputer les salaires et subventionner le patronat Des droits de douane pour faire respecter les droits sociaux ? Licenciements à ArcelorMittal Outinord (Nord) : « On est prêt à se battre » Fonderie de Bretagne reprise par Eurolasma : les « bienfaits » menaçants du « produire français » | SNCF : on a toujours raison de lutter La mobilisation pour la relaxe et la réintégration de Gaël et Yann s'élargit Regain de combativité à La Poste À l'hôpital, un harcèlement organisé pour supprimer des postes et fermer des lits Cenexi veut faire payer son incomptance aux travailleurs Chez Suez, le pactole est destiné aux actionnaires ! | Le bruit des bottes chez BioMérieux Cherbourg : derrière la fermeture d'un camping municipal | Exposition Suzanne Valadon Histoire Il y a 50 ans, la fin de la guerre du Vietnam | |
| Les affaires du RN font-elles les affaires de Retailleau ? | Ce que l'on retient de l'affaire Nestlé | Inde et Pakistan : de dangereuses tensions | Le ping-pong Macron-Tebboune et leurs victimes | « Sans nous, les hôtels ne fonctionnent pas ! » | | | | NPA JEUNES | p. 16 |
| À bas le racisme et l'islamophobie ! | Déserts médicaux : réguler l'installation, oui, mais surtout reconstruire la santé publique | Gaza : la famine comme arme de guerre | | | | | Généralisation des « Comp » : une nouvelle attaque contre les étudiants | | |
| Bayrou s'apprête à nous faire les poches, partis de gauche et syndicat ne savent que crier au voleur ! | À bas la répression coloniale ! Libération de tous les prisonniers politiques kanak ! | | | | | | Le 1 ^{er} mai en Turquie, vers un rebond de la mobilisation ? | | |

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

serviront à arroser les grands groupes français, les Dassault, Thales et bien d'autres.

UN PLAN DE DÉFENSE NATIONALE... POUR NOUS ATTAQUER

Cette défense de l'industrie française, dont le gouvernement comme les directions syndicales se font les chantres, ne protège en rien les emplois. Même dans l'armement : si les salariés doivent produire plus, ce sera en subissant l'augmentation des cadences. Dans les autres secteurs, les plans de licenciements continuent à s'abattre. ArcelorMittal vient d'annoncer la suppression de 600 postes dans sept sites du nord de la France. Voilà qui se rajoute à la longue liste des licenciements annoncés par Auchan, Casino, Michelin, STMicroelectronics et bien d'autres. Ces grands groupes ne connaissent aucune difficulté : ainsi en 2024, les actionnaires d'ArcelorMittal ont touché plus d'1,5 milliard d'euros. Comme toujours sous le capitalisme, il s'agit d'exploiter toujours plus les travailleurs pour dégager un maximum de profits. Un mécanisme bien huilé, que seules nos luttes peuvent faire dérailler.

LA FORCE DES TRAVAILLEURS, C'EST LA GRÈVE !

Qu'il s'agisse de nos salaires ou de nos emplois, seules nos mobilisations collectives pourront nous permettre de nous défendre. À Geodis à Gennevilliers, les travailleurs ont obtenu 150 euros d'augmentation à l'issue de trois semaines de grève, au lieu des 35 euros initialement proposés par la direction. À Stellantis Poissy, des débrayages ont lieu pour exiger des garanties sur l'avenir du site. À la SNCF, la mobilisation s'organise pour plusieurs jours de grève la semaine du 8 mai sur la question des plannings de travail et des salaires. L'état de nervosité dans lequel cette perspective de grève met la direction de la SNCF et le gouvernement suffit à nous rappeler notre force : quand celles et ceux qui font tout tourner dans la société s'arrêtent... tout s'arrête. Ce sont ceux qui menacent nos salaires et nos emplois qui veulent nous prendre en otage. Ils veulent décider de tout, de notre vie quotidienne, de nos emplois, de nos salaires, de la guerre, sans que nous ayons notre mot à dire. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons. Faisons du 1^{er} mai la première étape d'une riposte collective, en France et dans le monde.

• 27/04/2025

Les affaires du RN font-elles les affaires de Retailleau ?

Depuis sa condamnation le 31 mars à quatre ans de prison (dont deux fermes sous bracelet électronique) et à cinq ans d'inéligibilité avec exécution immédiate, Marine Le Pen joue les victimes. Des « victimes » d'un « système » dont ils auront bien profité en tout cas ! Entre les discours moralisateurs et les actes du RN, il y a de belles marges ! Et la mobilisation « populaire » appelée par le RN à Paris dimanche 6 avril a fait un gros flop.

Pour l'instant le RN doit se contenter de la mobilisation sur les plateaux TV et dans les prétoires. Le Pen (et le RN en tant que tel), Wallerand de Saint-Just (à l'époque trésorier du parti) ont rapidement fait appel de leur condamnation, ainsi que plusieurs têtes d'affiche comme Louis Aliot, Nicolas Bay, Bruno Gollnisch, Julien Odoul et Timothée Houssin. Par contre, les seconds couteaux ont été invités à laisser tomber, l'essentiel étant désormais pour Le Pen que le procès en appel se tienne le plus rapidement possible. Ce que le parquet de Paris semble avoir entériné en garantissant une audience avant l'été 2026. Cela permet au RN de répéter que Marine Le Pen sera blanchie (forcément) avant l'élection présidentielle de 2027. En attendant, elle vient d'être démise de celui de conseillère départementale du Pas-de-Calais, ce contre quoi elle a saisi le tribunal administratif de Lille. Après le cumul des mandats, voilà le cumul des procès pour Le Pen, car peut-être un autre va venir, si le RN refuse de se plier à la demande de recouvrement lancée par le Parlement européen pour récupérer 3,5 millions d'euros, correspondant à une grosse partie de l'argent détourné.

PAROLE DE BANQUIER : IL APPREND VITE CE FUTUR REMPLACANT



À LE PEN LES PEINES, À BARDELLA LA BARAKA ?

Le probable empêchement de Le Pen aux prochaines élections présidentielles mais aussi de toute façon dès maintenant aux législatives en cas de dissolution anticipée commence à être intégré dans le discours officiel du RN. Mercredi 23 avril, Sébastien Chenu, le vice-président du RN a déclaré lors d'un passage à la radio que « Jordan Bardella, s'il y avait une dissolution, aurait à cœur de mener la bataille législative, peut-être même, s'il le souhaitait, être candidat [...] dans n'importe quelle circonscription de France ». Jordan Bardella a déclaré de son côté qu'il se préparait à être « le candidat de Marine Le Pen ». Visiblement, au RN on commence à penser à l'après famille Le Pen. Après la (vraie) mort du père, la mort politique de la fille ne doit pas sonner le glas des espoirs d'arriver enfin sur la première marche du podium électoral. Introviser dès maintenant Bardella pourrait avoir l'intérêt aussi de couper un peu d'herbe sous le pied d'un Retailleau de plus en plus candidat à un destin national et de plus en plus en grâce auprès des deux milliardaires fachos Bolloré et Stérim. Faudra décidément plus que les tribunaux pour nous débarrasser définitivement de toute cette vermine d'extrême droite !

MARIE DAROUEN • 27/04/2025

À BAS LE RACISME ET L'ISLAMOPHOBIE !

Un homme tue froidement un jeune musulman dans une mosquée du Gard et filme son acte en insultant « ton Allah de merde ». Pour le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, prudence ! Il ne faut pas aller trop vite en besogne et y voir un attentat, un acte raciste et anti-musulman, même si « la piste n'est pas exclue ». Retailleau a l'indignation sélective et on n'entend pas les politiciens de droite ou d'extrême droite s'indigner bruyamment comme ils savent si bien le faire en d'autres occasions. De son côté, Bayrou dénonce une « ignominie islamophobe » et Macron « le racisme ». Quelle hypocrisie !

Car ce sont bien les Retailleau, Darmanin, Le Pen et consorts, et tous ceux qui les protègent au plus haut niveau de l'Etat, tous ceux qui sèment les divisions et vomissent à longueur d'interview leur haine des étrangers et des musulmans, qui ont pavé la voie au meurtrier d'Aboubakar.

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BLEUE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

CONTACTEZ-NOUS

courrier.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

Bayrou s'apprête à nous faire les poches, partis de gauche et syndicats ne savent que crier au voleur !

Eric Lombard, le ministre de l'Économie, a annoncé, le 14 avril, la couleur du budget 2026 : 40 milliards d'économies supplémentaires. Le lendemain, Bayrou a, de fait, confirmé en désignant les coupables. Oh, surprise, c'est la faute des travailleurs : nous ne produisons pas assez, nous ne travaillons pas assez, a dit cet expert en la matière qui a passé quatre ans à ne rien faire à la tête du Commissariat au plan, une coquille vide selon les sénateurs qui lui demandaient des comptes...

LE GOUVERNEMENT S'EN PREND AUX CLASSES POPULAIRES POUR MIEUX ARROSER LES RICHES

Quelques jours auparavant, la directrice du Budget, Mélanie Joder, avait envoyé une circulaire à tous les ministères annonçant une baisse des crédits et des effectifs et exigeant la suppression de toutes les aides issues de la crise sanitaire et de la flambée des prix de l'énergie.

Baisse de tous les budgets ? Pas exactement ! Pour l'armée, Bayrou a d'ores et déjà annoncé 3 milliards supplémentaires. Suppression de toutes les aides ? Pas celles destinées au patronat : le gouvernement vient, sous le nom d'APLD-Rebond, de rétablir une partie des subventions aux entreprises du temps du Covid suivant lesquelles c'est l'État et l'Unédic qui prennent en charge les salaires des travailleurs mis au chômage partiel. Le dispositif avait coûté, entre mai 2020 et juin 2022, quelque 35,2 milliards d'euros.

40 milliards, c'est aussi à peu de choses près ce que l'État verse annuellement à la Sécurité sociale pour payer les cotisations sociales dont les patrons sont exonérés, totalement pour le Smic et partiellement jusqu'à 1,4 fois le Smic. D'une façon générale, l'Ires¹ chiffrait à 157 milliards d'euros les montants - subventions directes, crédits d'impôts et exonérations fiscales - versés par l'État aux entreprises, soit plus du tiers du budget de l'État !

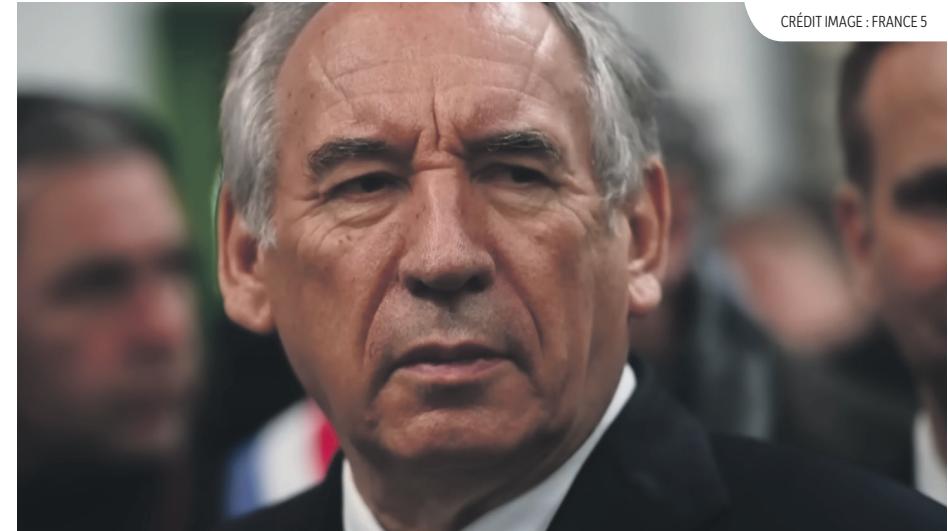
Il ne s'agit pas non plus de faire payer les riches, même un peu, puisque Bayrou écarte

toute hausse des impôts. Enfin... ceux des riches : en 2024, les impôts ont augmenté pour toutes les catégories, sauf pour les plus riches... Si vous n'avez toujours pas compris qui est visé, la brochure du gouvernement, *La vérité permet d'agir*, en remet une couche : « Nous devons faire un constat lucide et mettre fin [...] à la hausse incontrôlée des arrêts maladie depuis la fin du Covid. » Dans le viseur, les fraudes aux allocations familiales, à l'assurance vieillesse et aux arrêts maladie observées en 2023 et qui voisinaient un milliard d'euros. Mais pourquoi ne pas comparer à la fraude fiscale dénichée, aux 15,2 milliards de redressements fiscaux ? Ils ne sont évidemment pas effectués auprès des travailleurs qui ne déclarent pas eux-mêmes leur salaire. Quant aux estimations, elles sont de 5 à 7 milliards pour les fraudes sociales... contre 80 à 100 milliards pour la fraude fiscale !

Baisse de tous les budgets ? Pas exactement ! Pour l'armée, Bayrou a d'ores et déjà annoncé 3 milliards supplémentaires. Suppression de toutes les aides ? Pas celles destinées au patronat.

PARTIS DE GAUCHE ET SYNDICATS PLEURNICHENT

Le député LFI Éric Coquerel a condamné un « exercice de propagande » dans les déclarations de Bayrou, brandissant la baguette magique censée résoudre le problème : la censure du gouvernement. Il est vrai que cela a tellement bien réussi : après la chute de Bar-



CRÉDIT IMAGE : FRANCE 5

nier, on a eu... Bayrou !

Du côté des syndicats, on n'est guère mieux loti. Tout ce qui est demandé, ce sont des mesures fiscales. Pour Marylise Léon, de la CFDT, « il faut un impôt plus juste en France, sinon on ne résoudra pas l'équation ». Pour Sophie Binet, de la CGT, « il faut prendre l'argent là où il est ». Et comment parvient-on à « faire payer les riches » ? En demandant gentiment à Macron-Bayrou ?

ÉMIETTEMENT DES LUTTES OU LUTTE D'ENSEMBLE ?

Gouvernement et patronat attaquent tous les secteurs. Les directions syndicales préparent-elles une riposte d'ensemble ? On nous objecte toujours qu'un mouvement général ne se déclenche pas en appuyant sur un bouton. Mais, à l'inverse, peut-on imaginer construire une riposte sans jamais en parler ? Pour l'instant, les directions syndicales s'efforcent d'empêcher toute convergence. Rien que chez les cheminots, la CGT appelle à la mobilisation dès le 5 mai. SUD-Rail appelle les conducteurs le 7 mai, les contrôleurs du 9 au 11 mai... La CGT des organismes sociaux appelait à la grève le 3 avril, à manifester le 1^{er} mai et ouvrait comme perspective l'abrogation de la réforme des retraites le 5 juin, à l'occasion de la niche parlementaire du Parti communiste.

Les attaques contre nous sont annoncées. Les travailleurs, mais aussi les militants syndicaux que la couardise de leurs dirigeants fait enrager, n'auront de solution que de s'organiser sans ces états-majors, héros de toutes les défaites.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 27/04/2025

Pourtant, la colère est là. Parce qu'ils s'apprêtent à faire grève, on en parle ces derniers jours pour les cheminots, dont les conditions de travail sont de plus en plus dégradées et sur qui on fait pression avec l'ouverture à la concurrence. Mais la colère est plus générale, avivée par la véritable hémorragie de plans de licenciements - Auchan, Gifi, Intermarché, Michelin, etc. : la CGT a recensé plus de 300 plans dits « sociaux » à la fin 2024, concernant près de 300 000 emplois.

1. Institut de recherches économiques et sociales, dont la direction est partagée entre « partenaires sociaux » et l'État.

3 èmes RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

POUR S'INSCRIRE

ATELIERS · FORMATIONS · MEETINGS

23 - 27 AOÛT 2025 LOT & GARONNE

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

ANTISÉMITISME : L'ABBÉ PIERRE AUSSI CONSTANT QUE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

Les révélations autour de l'abbé Pierre s'accumulent. Après les 33 affaires de violences sexuelles, ce sont ses déclarations antisémites et son soutien au régime de Vichy qui refont surface. Dès 1941, il appelait la jeunesse à suivre « notre grand maréchal », « dans la conscience et l'enthousiasme ». Trois ans plus tard, trouvant plus intéressant d'offrir ses services à de Gaulle, il continuait à dénoncer les « Israélites » en « trop faible proportion dans les maquis », « et les trop fortes proportions au contraire parmi les planqués ». Planqués sans doute dans les camps de la mort ? Il y a une chose qu'on peut lui reconnaître, sa constance : 50 ans plus tard, il apportait son soutien au négationniste Roger Garaudy qui niait l'existence des chambres à gaz.

Une constance d'ailleurs égale à celle de l'Église catholique. Car aujourd'hui, l'Église de France fait mine de s'interroger, et de demander des comptes... au Vatican... qui, lui, reste muet, sans doute trop pris par la mort du pape... Mais faut-il rappeler que l'État du Vatican, ce « Saint-Siège », ne doit sa souveraineté que par l'accord du régime fasciste de Mussolini ? Et que l'Église a tout de suite appuyé et soutenu le régime de Pétain ?

• 27/04/2025

>> TOUS NOS ARTICLES
sur : npa-revolutionnaires.org



Ce que l'on retient de l'affaire Nestlé

Les chaînes de production de Perrier, à Vergèze en Occitanie, ont encore été mises à l'arrêt après une nouvelle contamination. C'est un épisode de plus dans le scandale des eaux minérales démarré en janvier 2024..

POUR LE PROFIT, NESTLÉ ESCROQUE ET EMPOISONNE

Signe du désastre écologique en cours, la source Perrier, ainsi que beaucoup d'autres sources d'eaux minérales, est polluée. On y trouve des polluants éternels (les PFAS), des résidus de pesticides et d'engrais, des matières fécales.

C'est la loi du profit qui a poussé une fois de plus Nestlé dans les bras de la fraude. Pour vendre son eau, il a dû la filtrer et la traiter. Il en tirait une qualité au mieux équivalente à celle du robinet, mais au prix de la bouteille. Une escroquerie à trois milliards d'euros, mieux vaut ça que l'empoisonnement ? Sauf qu'il est permis de douter de la fiabilité des traitements réalisés, qui n'éliminent pas les virus, entre autres. Quand on connaît le pedigree de Nestlé en matière de sécurité sanitaire, on frissonne : laits maternels aux hydrocarbures, pizzas Buitoni contaminées à E. coli qui avaient tué deux enfants...

POUR LE PROFIT, L'ÉTAT SE PORTE GARANT ET COMPLICE

Nestlé n'aurait pu tromper personne sans le soutien actif de l'État. Dès l'été 2021, le

gouvernement est mis au courant et entreprend de couvrir le groupe en autorisant des microfiltrations pourtant interdites, avec l'aval de l'Élysée et de son secrétaire général, Alexis Kohler (celui-là même qui vient de démissionner après sa mise en cause justement pour ses liens avec la multinationale). Qu'im-

portent les risques sanitaires, le profit vaut le poison. Qu'importe aussi de flouer les autres pays européens où Nestlé vend ses eaux minérales. C'est la règle dans cette Union européenne où le marché commun sert à étendre le domaine de la triche.

L'autorité régionale de santé d'Occitanie est également mouillée. Son directeur a vu de ses propres yeux les dispositifs de traitement interdits, mais a préféré garder ça pour lui.



DÉSERTS MÉDICAUX : RÉGULER L'INSTALLATION, OUI, MAIS SURTOUT RECONSTRUIRE LA SANTÉ PUBLIQUE

La profession médicale s'agitait autour de la loi Garot, qui prévoit une régulation de l'installation des médecins dans les zones « sur-dotées » cherchant à favoriser l'installation en zones sous-dotées. Une mesure que les syndicats de médecins appellent « coercition ». Le 25 avril, Bayrou a proposé d'alléger cette contrainte, la limitant à l'obligation de consulter deux jours par mois dans un désert médical proche de son cabinet. Un recul salué par les syndicats étudiants, qui maintiennent néanmoins la journée de grève du 29 avril contre la proposition de loi initiale.

Cette grève, loin d'être un combat pour l'accès aux soins, est le résultat du corporatisme d'une profession qui défend ses priviléges. La formation repose entièrement sur la collectivité, dans les CHU. Pourquoi alors considérer que les médecins devraient être libres de s'installer uniquement là où cela les arrange, comme de simples entrepreneurs du soin ? La régulation de l'installation en zone « sur-dotée » existe déjà pour les soignants libéraux, comme les infirmières ou les kinésithérapeutes. Dans une société tournée vers l'intérêt général, la priorité serait d'organiser la répartition des soignants, médecins compris, pour assurer un accès équitable aux soins, non de défendre des intérêts privés sous couvert de « liberté ».

Pour autant, en pointant du doigt les médecins, le gouvernement cherche à détourner l'attention de ses propres responsabilités. Le problème des déserts médicaux ne naît pas seulement d'une mauvaise répartition des praticiens : il s'enracine dans des décennies de politiques d'austérité qui n'ont fait qu'amputer la permanence des soins. Du côté de l'hôpital, en dix ans, plus de 40 000 lits ont été fermés. Les urgences débordent et les hôpitaux deviennent des machines à broyer le personnel et à maltraiter les patients : retrouvez nos articles sur le sujet dans les pages premières lignes.

Réguler l'installation des médecins est utile, mais cela ne réparera pas un système exsangue.

Du côté de la médecine de ville, les centres de santé ferment, comme celui de Stalingrad à Paris. La suppression du numerus clausus fait entièrement reposer le nombre d'étudiants sur la capacité d'accueil d'universités à la merci de coupes budgétaires.

Réguler l'installation des médecins est utile, mais cela ne réparera pas un système exsangue.

Contre un gouvernement qui fait la preuve de son mépris pour la santé de la population, la seule réponse sera collective : celle d'une mobilisation de tous les métiers du soin, pour exiger des moyens et un véritable droit à la santé pour tous et toutes.

CÉCILE NAQUET • 26/04/2025



CHANTAGE À L'EMPLOI

En 2023, alors que le groupe avait décidé de supprimer 171 postes dans son usine de Vittel, il faisait savoir qu'il pourrait doubler son plan de licenciement si l'État n'acceptait pas ses traitements illégaux de l'eau de source.

L'usine Buitoni avait aussi été fermée en 2023, après le scandale. Nestlé a l'habitude de faire payer aux travailleurs les conséquences de ses actes. Ces jours-ci, le préfet du Gard doit renouveler l'autorisation de Nestlé à vendre Perrier comme de l'eau minérale. Le groupe est déjà prêt en cas de réponse négative : il a filialisé sa branche eaux en bouteille pour mieux la céder à un maître-llicenciateur.

Les ouvriers de Nestlé à Vittel, Caudry ou Itancourt ont montré la voie de la lutte ces dernières années, en s'opposant aux suppressions d'emploi. Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais des fraudes à répétition des géants de l'agro-alimentaire.

BASTIEN THOMAS • 27/04/2025

À BAS LA RÉPRESSION COLONIALE ! LIBÉRATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES KANAK !

La section française de l'Observatoire international des prisons (OIP), en recoupant les informations obtenues auprès du procureur de la République de Nouméa et de l'administration pénitentiaire, affirme que ce sont 63 Kanak arrêtés après les émeutes de mai 2024 qui ont été déportés dans l'Hexagone. Cette révolte avait suivi la décision de Macron de modifier le corps électoral et rendre ainsi les Kanak encore plus minoritaires sur leur propre territoire. L'État français poursuit la répression coloniale tout en faisant mine de négocier un nouveau « statut » avec les dirigeants indépendantistes kanak et, surtout, avec l'extrême droite dont la cheffe de file est la présidente de l'Assemblée de la Province Sud, Sonia Backès.

Le principal dirigeant de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), qui avait pris en charge l'organisation de la révolte kanak, Christian Tein, est incarcéré à Mulhouse depuis juin 2024 et a été mis en examen pour complicité de tentative de meurtre et vol en bande organisée avec arme. Mais, bien entendu, aucune action n'est engagée contre le principal fauteur de troubles, Emmanuel Macron, chef de l'État colonial français.

Il faut que cesse la présence coloniale française ! Troupes et flics français, hors de Kanaky !

Trump et Poutine : du constructif... sous les bombes ?

Quatre rencontres ont eu lieu à Moscou entre Russie et États-Unis, en un laps de temps très court, dont une de trois heures le 25 avril entre Steve Witkoff et Poutine. « Constructif » aurait-on jugé au Kremlin au moment où une offensive particulièrement destructrice était lancée contre des villes ukrainiennes, dont la capitale Kiev : près d'une vingtaine de morts et une centaine de blessés parmi des civils. « Vladimir arrête », « ce n'est pas le moment ! » a jeté Trump sur ses réseaux sociaux, comme si son ami Vladimir allait l'écouter !

LE MOMENT POUR TRUMP

Trump aimerait probablement fêter ses cent jours d'installation au pouvoir par le scoop d'une paix, ou apparence de paix, entre la Russie et l'Ukraine. Il répète qu'avec lui cette guerre n'aurait jamais eu lieu, que ce serait celle de Biden, et même celle de Zelensky qui aurait provoqué Poutine en demandant l'intégration de l'Ukraine à l'Otan.

économiques... Les marchandages peuvent connaître encore de ces retournements et soubresauts dont Trump est spécialiste. Mais tout se passe comme si Trump voulait neutraliser la Russie pour poursuivre son bras de fer commercial (à risques de dérapages militaires) avec la Chine de Xi Jinping. Dans la basilique Saint-Pierre, en off des funérailles papales, Zelensky a peut-être confessé à Trump quelques-uns de ses regrets mais pour conclure que tout ça était

Baisse de tous les budgets ? Pas exactement ! Pour l'armée, Bayrou a d'ores et déjà annoncé 3 milliards supplémentaires. Suppression de toutes les aides ? Pas celles destinées au patronat.

Zelensky, représentant d'intérêts capitalistes du pays, a compté sur l'aide militaire et financière d'un impérialisme américain qui aujourd'hui le lâche, après avoir tiré des dividendes du marché des armes et du gaz et arraché une promesse de contrats d'exploitation de minerais ukrainiens. Retour sur investissement. Trump promet aujourd'hui de bonnes affaires à Poutine, et lui concède la Crimée, le maintien de troupes dans les régions du Donbass et du sud-est de l'Ukraine (soit une large ouverture sur la mer Noire), peut-être bientôt la levée des sanctions

« constructif » !

Que vont faire les dirigeants européens, Macron en tête, champions d'une Europe de la défense censée protéger de la menace russe ? Tout en assurant par la bouche de Van der Leyen que « l'Union européenne soutiendra l'Ukraine à la table des négociations », ils continuent à se dire les amis de Trump... Macron a discuté avec Zelensky... pour le convaincre de montrer qu'il était prêt à un « cessez-le-feu inconditionnel » ! Leur prétendue défense du peuple ukrainien n'était que celle de leurs propres multinationales



TRUMP ET POUTINE EN SOMMET BILATÉRAL À HELSINKI. | JANVIER 2025

de l'armement, et ils n'aimeraient pas trop être seuls à continuer à fournir l'Ukraine en joujoux de guerre... surtout made in USA. Macron aura-t-il son lot de consolation : quelques soldats postés en surveillance d'une ligne de front gelée, une participation à l'exploitation de minerais ukrainiens ? Quant à l'intégration de l'Ukraine à l'UE, elle n'est même pas véritablement mise à l'ordre du jour !

LE MOMENT POUR POUTINE ?

Le Kremlin lui aussi a qualifié de « constructifs » les échanges avec Trump. Une annonce d'un cessez-le-feu ou gel temporaire de la guerre, que Poutine pourrait présenter comme une victoire lors des défilés militaires du 9 mai ? Car, de ce côté-là aussi, la guerre essouffle. De nombreux médias soulignent les difficultés que connaît la Russie : si les sanctions occidentales ont été

partiellement détournées, reste le fardeau d'une guerre qui bouffe 40 % du budget, paralyse les productions utiles, engendre une inflation supérieure à 10 % - alors que le prix du pétrole qui assurait une partie des rentrées a baissé. Et reste le prix politique : un régime n'envoie pas impunément au casse-pipe des dizaines (voire centaines) de milliers d'hommes - même s'il paye un bon prix, semble-t-il, aux familles de morts pour la Russie ! Un régime ne pousse pas impunément un million de personnes à l'exil.

Poutine pourrait certes se féliciter d'être réadmis dans le giron des grands de ce monde par les bons soins de Trump. Pour tout dire, dans le giron des brigands impérialistes dealers entre eux des intérêts des travailleurs et des peuples.

MICHELLE VERDIER • 27/04/2025

Inde et Pakistan : de dangereuses tensions

L'attentat de Pahalgam le 22 avril au Cachemire, région administrée par l'Inde a provoqué un regain de tension avec le Pakistan. En touchant cette région à fort potentiel touristique, le groupe terroriste Résistance au Cachemire a fait 26 morts civiles en majorité indiennes et frappé un grand coup. Sans surprise, l'Inde accuse le Pakistan d'être l'instigateur et le protecteur du groupe terroriste et a suspendu le traité de 1960 sur la gestion commune des eaux du fleuve Indus, bloquant l'accès à cette ressource vitale à près de 268 millions d'habitants. Les deux puissances nucléaires se sont affrontées dans le passé dans trois guerres : en 1947, entraînant 12 millions de déplacés et plus de trois millions de victimes, puis en 1965 et 1971. Les risques d'une nouvelle guerre ne peuvent être sous-estimés.

LE DERNIER CADEAU EMPOISONNÉ DE LA COURONNE BRITANNIQUE : UNE VIOLENTE PARTITION

L'impérialisme britannique a régné sur le sous-continent indien par la violence, en montant les communautés les unes contre les autres. En 1947, face au soulèvement des populations, il organise la partition entre l'Inde, à majorité hindoue, et le Pakistan, à majorité musulmane. Le Cachemire est depuis une région sous administration indienne, à majorité musulmane, qui cristallise les tensions entre l'Inde et le Pakistan. Les

volontés d'auto-détermination de cette province de presque 4 millions d'habitants, et le fait qu'elle occupe un espace stratégique sur le plan économique, produisent un mélange explosif de tensions nationalistes.

LES RÉVOLUTIONNAIRES DANS CETTE TOURMENTE

Nous présentons une interview de membres de la direction de l'organisation La Lutte, du Pakistan. Cette organisation trotskiste, liée à la Ligue Internationale socialiste, est implantée



depuis plusieurs décennies avec quelques milliers de militants, intervenant dans des conditions hostiles sur les lieux de travail, d'études, dans les quartiers et en organisant les femmes des milieux populaires à la base dans une société qui leur laisse très peu de place.



npa-revolutionnaires.org

• 27/04/2025

Gaza : la famine comme arme de guerre



Après avoir déjà transformé plusieurs zones de Gaza en no man's lands, tout le long de la frontière et autour des nouvelles routes militaires qui coupent en morceaux la bande de Gaza, jeudi 24 avril l'armée israélienne ordonnait l'évacuation de deux nouvelles zones au nord de Gaza, alors que les bombardements faisaient 55 morts dans la journée. Et l'état-major annonçait son intention d'élargir encore son offensive si les derniers otages israéliens n'étaient pas libérés. Le blocus continue, empêchant toute entrée des secours et des vivres dans Gaza, malgré les protestations de l'UNRWA (l'agence de l'ONU pour les réfugiés) et de plusieurs pays. Blocus appuyé par les États-Unis, dont l'ambassadeur en Israël somme le Hamas de signer un accord s'il veut « que l'aide humanitaire puisse entrer à Gaza ».

En Israël même, les manifestations contre Netanyahu se sont multipliées depuis la rupture de la trêve, il y a un peu plus d'un mois. Longtemps limitées à la revendication du retour des otages, elles concernent désormais aussi des appels ou réservistes qui cherchent à ne pas partir.

Les protestations dont les médias ont le plus parlé sont celles de hauts gradés, entre autres la lettre signée par des pilotes de l'armée de l'air, des officiers des divers corps d'armée. Ils tiennent eux-mêmes à fixer les limites de leur protestation : « Cela n'est pas un mouvement de désobéissance [...] Notre texte est très simple : il faut maintenant un accord pour faire libérer les otages. » Cette agitation converge avec l'opposition à Netanyahu d'une partie de la classe politique. Une gauche et un centre qui s'étaient tus pendant un an et demi de massacres à Gaza, s'enhardissent à lui reprocher aujourd'hui son entêtement, davantage que la guerre elle-même. Il en va de même du conflit qui a éclaté entre le gouvernement et le chef du Shin Bet, les services de renseignement intérieur du pays, que Netanyahu vient de destituer : ce n'est qu'une épine dans le pied du gouvernement israélien.

Bien plus marquantes sont ces manifestations, encore très minoritaires, qui brandissent des photos d'enfants de Gaza tués et des pancartes dénonçant le génocide, ou des gamelles vides pour protester contre la famine que Tsahal organise. Ces protestations-là sont intolérables pour le régime au point qu'il a promulgué l'interdiction de brandir dans la rue des photos d'enfants palestiniens. « Je ne pense pas que nous puissions nous souvenir de nos souffrances sans reconnaître celles de Gaza, la mort de dizaines de milliers d'enfants, la famine qui sévit en ce moment même et dont nous sommes en partie responsables », déclarait une femme âgée (citée par le journal *The Guardian*), née dans le ghetto de Varsovie et venue contre-manifester avec une poignée d'autres rescapés de son âge. Le jour où le gouvernement israélien présidait les traditionnelles cérémonies commémoratives de la Shoah, le 24 avril.

L'inquiétude monte, face au jusqu'au-boutisme de Netanyahu, y compris dans une partie des élites politiques sionistes qui l'ont jusque-là soutenu. Macron s'agit aussi et parle de restaurer une « solution à deux États » - en réalité, au vu de la situation, de trouver une façon de gérer un ghetto à Gaza. Inquiétude également du côté des gouvernements arabes voisins, d'Égypte ou de Jordanie, de voir l'expulsion de Palestiniens vers leur pays. Craintes de tous ces soutiens à Netanyahu que l'horreur sans fin de cette guerre ne soulève la révolte des autres exploités et opprimés de la région. C'est bien cette sympathie, cette solidarité de classe qui s'est exprimée dans le monde entier qui pourraient vraiment changer le sort du peuple palestinien. Nous continuerons à manifester pour dénoncer : « État d'Israël, État criminel ; États impérialistes, États complices ! »

OLIVIER BELIN • 27/04/2025

En Serbie, le mouvement de révolte s'ancre dans la durée

Depuis près de six mois, un mouvement social massif secoue la Serbie, après la mort de 15 personnes dans l'effondrement d'une gare le 1^{er} novembre 2024. Depuis, la mobilisation met en difficulté le régime corrompu du président Aleksandar Vučić, qui en est à son deuxième vaste mouvement de contestation en moins de deux ans. Un Premier ministre a déjà sauté !

« VOUS AVEZ DU SANG SUR LES MAINS ! »

Déjà en 2023, un fait divers dramatique avait mis le feu aux poudres. À la suite de deux fusillades meurtrières, des manifestations avaient paralysé Belgrade durant dix semaines, contre la « culture de la violence », les liens du gouvernement avec la mafia et ses dérives autoritaires.

L'effondrement mortel de la gare de Novi Sad a soulevé des problèmes plus profonds encore : le manque d'investissement, la corruption, et l'impunité quasi certaine des responsables de l'accident. La gare avait été rénovée en amont des élections de 2022, le gouvernement clamant l'avoir « remise aux standards européens »...

Les manifestations ont d'abord été lancées par les étudiants. Après l'agression d'un manifestant devant la faculté d'art à Belgrade, un mouvement d'occupation des universités a démarré. Sous le slogan « Vous avez du sang sur les mains ! », c'est devenu le plus large mouvement de contestation depuis la « révolution des bulldozers¹ » qui avait renversé Milošević en 2000.

UN MOUVEMENT « CITOYEN »...

Les manifestations à Belgrade, dépassant les 100 000 participants, se sont rapidement élargies à des dizaines d'autres villes, dont des fiefs du « Parti progressiste » de Vučić. Le 28 janvier, le Premier ministre a dû démissionner - un ravalement de façade, puisque le nouveau gouvernement annoncé le 15 avril reprend exclusivement des figures connues.

Les occupations d'universités restent au cœur du mouvement, qui a cependant reçu un soutien large dans la société serbe, y compris dans les milieux ouvriers. Le 24 janvier, les étudiants ont appelé à une grève générale, suivie dans quelques milieux : la culture, les médias, ainsi que dans l'éducation. Des catégories de la petite bourgeoisie

sie, comme les pharmaciens ou les agriculteurs - ces derniers visibles par leurs tracteurs dans les manifestations - se sont saisies du mouvement, pendant que des cafés ou bars ont marqué leur soutien par des distributions alimentaires aux manifestants. Du personnel des hôpitaux a aussi débrayé sur le parcours des manifestations, et les travailleurs des transports publics de Belgrade ont formulé des revendications. Mais c'est surtout dans l'éducation - en grève rampante à épisodes réguliers depuis des mois - qu'un mouvement de grève important s'est lancé début mars, défiant les lois sur le « service minimum ».

... QUI S'ANCRE DANS LE PAYSAGE

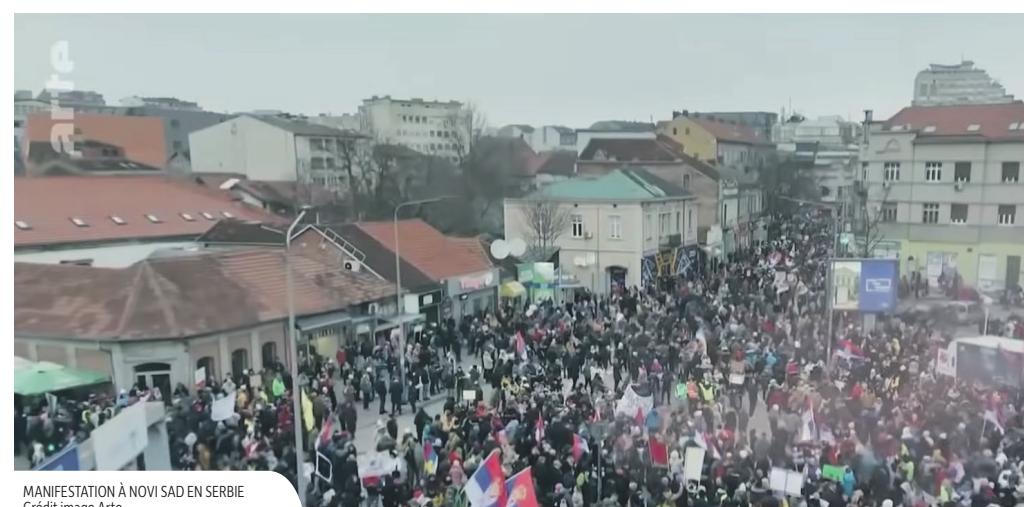
Le 15 mars, une nouvelle manifestation a réuni près de 300 000 personnes - l'une des plus grandes de l'histoire du pays. Le gouvernement a riposté en utilisant un canon sonore contre les manifestants, des images qui ont fait le tour du monde et ont annoncé un tournant répressif : interventions policières et arrestations dans les facs occupées, annonce de la reprise des cours en visio, propagande sur les « agents étrangers », retraite anticipée pour des parents d'activistes étudiants.

Le gouvernement joue le pourrissement, mais les occupations persistent. Les étudiants s'organisent en assemblées générales ou « plenums ». Ces cadres se sont diffusés en partie au-delà des facs. Sous la bannière de la démocratie directe, des « plenums » de quartiers, d'enseignants, ou de parents d'élèves se réunissent. Pendant la grève des enseignants, qui a pris fin ces dernières semaines, ils ont de fait pris la place des syndicats. Très peu du goût du président Vučić, qui a traité les « plenums » de cadres « obsolètes et bolchéviques ». Peut-être bolchéviques, et loin d'être obsolètes !

À noter que sur le plan international, ni la Russie de Poutine avec laquelle Vučić affiche une certaine proximité politique, ni les responsables de l'Union européenne vers laquelle des manifestants regardent, n'accordent d'appui à ce vaste mouvement. Les responsables du monde impérialiste n'aiment pas ce qui bouge !

DIMA RÜGER • 25/04/2025

1 - Référence à un épisode lors duquel un manifestant a chargé le bâtiment de la radio et télévision publiques de Serbie, considéré comme un symbole de la propagande du gouvernement, avec du matériel lourd de construction.



MANIFESTATION À NOVI SAD EN SERBIE
Crédit image Arte

FRANCE - ALGÉRIE LE PING-PONG MACRON- TEBBOUNE ET LEURS VICTIMES

Je te tiens, tu me tiens par la barbichette, Macron et Retailleau d'un côté, le président algérien Teboune de l'autre se cherchent des noises. Arrestation à Alger de l'écrivain réactionnaire Boualem Sansal, expulsion par la France d'un « influenceur » pro-régime algérien, puis arrestation d'un agent consulaire algérien ayant trempé dans une tentative d'enlèvement d'un opposant au régime algérien, enfin expulsion réciproque d'employés des ambassades des pays respectifs : je t'enlève ton fou, je te prends ton cheval et on s'échange quelques pions. C'est parait-il les règles de jeu classiques sur les échiquiers de la diplomatie. Si ridicules qu'on pourrait en rire. Sauf que derrière se cachent des affaires de gros sous, et quelques calculs de démagogie politique.

Point de départ des fâches : la reconnaissance par Macron, en juillet dernier, de l'appartenance au Maroc de la région du Sahara occidental, où il est en conflit avec le mouvement indépendantiste du Front Polisario soutenu par l'Algérie voisine. Quelques mois plus tard, le 28 octobre, Macron était en visite à Rabat, accompagné de 40 chefs d'entreprise, signant une trentaine d'accords de coopération et contrats. La société française Egis-Rail venait de s'offrir au Maroc le contrat de construction de la ligne grande vitesse Kenitra-Marakech (entre 750 millions et un milliard d'euros). En direction du grand sud, l'Agence française de financement (AFD) a pris sa part du projet de ligne haute tension joignant Casablanca au port de Dakhla, au Sahara occidental, là où Engie investit dans un parc d'éoliennes et une usine de dessalement des eaux.

Côté démagogie nationaliste, Teboune, porté au pouvoir pour mettre fin au Hirak, cherche à se faire une petite pub par l'arrestation de Sansal, puis sa condamnation à cinq ans de prison, ou par ses ripostes à la France. Macron et Retailleau ne sont pas en reste : outre les toutes dernières expulsions, en janvier Retailleau s'en prenait à l'émigration de travailleurs algériens en France, annonçant qu'il allait annuler un accord avec l'Algérie de 1968, prétendument trop favorable à l'émigration algérienne. Il vient de remettre ça sur le tapis, bien qu'en réalité ce vieux texte n'a depuis longtemps plus aucun effet, pendant que son collègue Darmanin clame, lui, qu'il faut carrément retirer l'ambassadeur de France en Algérie. Voilà Marine Le Pen doublée sur son terrain préféré.

Les victimes de ce petit jeu sont toujours les mêmes : ces jeunes Algériens qui, fuyant le chômage, tentent au risque de leur vie de franchir la Méditerranée, ces travailleurs immigrés ici, avec ou sans papiers, que nos gouvernements montrent du doigt et maintiennent dans les situations les plus précaires, pour que le patronat puisse les exploiter à bon marché.

OLIVIER BELIN • 27/04/2025

« Sans nous, les hôtels ne fonctionnent pas ! »

C'est avec ces mots et l'œil espiègle que Toñi Milla, femme de chambre à Grenade depuis plus de 30 ans, sort ce mardi 15 avril de la rencontre avec les patrons de l'hôtellerie de la ville.

Ils ont mis un sacré coup de pied dans la fourmilière des patrons d'hôtels de la ville

Il faut dire qu'avec ses collègues et son syndicat, la CSTA (Coordination syndicale des travailleurs et travailleuses d'Andalousie), ils ont mis un sacré coup de pied dans la fourmilière des patrons d'hôtels de la ville, qui héberge l'un des monuments majeurs de l'architecture arabo-musulmane : L'Alhambra. Les patrons aimeraient bien comprendre d'où vient ce pic de combativité dans le secteur et cela depuis plusieurs mois. Mais aussi, savoir qui sont ces femmes de chambre qui refusent de courber l'échine !

Toñi et ses camarades ont, en effet, décidé de regrouper les femmes de chambre des différents hôtels de Grenade, quels qu'en soient les propriétaires donneurs d'ordres : regrouper les forces, pour ne plus avoir à subir.

Le secteur touristique est florissant en Andalousie et encore plus à Grenade. La rentabilité des hôtels y a augmenté de 24 % ; le groupe Barcelo ou le groupe Hotusa (Eurostars) ont fait 300 millions de bénéfices en 2024. Pendant que les salaires des femmes de chambre, déjà particulièrement faibles, augmentent, eux, moins vite que le coût de la vie. Elles ont donc décidé de lutter car, comme elles le disent fièrement : « Sans nous, les hôtels ne fonctionnent pas ! »

Une semaine avant le 8 mars, dans un secteur particulièrement précarisé et féminisé, elles ont décidé de lancer une campagne rythmée par plusieurs rassemblements, collages et conférences de presse.

Cette campagne s'articule sur trois axes pour mobiliser l'ensemble des femmes de chambre de la ville et sortir de l'invisibilisation imposée par un secteur particulièrement éclaté, face à des patrons qui, eux, mènent la même politique partout.

Le premier axe est le respect de la convention collective. Les patrons de l'hôtellerie ne la respectent pas et embauchent les femmes de chambre sous la convention du nettoyage, ce qui permet de les payer 300 euros de moins par mois. Plusieurs grèves et actions juridiques ont permis de stopper cette infraction manifeste dans plusieurs hôtels. Ces victoires ont permis d'enraciner des sections syndicales. Le second axe est le refus d'être payé à la tâche comme au XIX^e siècle ou, ce qui revient au même, en fonction d'un ratio de chambres nettoyées. Le patronat local est d'ailleurs incapable de justifier la quantification de la charge de travail. Le troisième axe concerne la prise en compte de la pénibilité du travail en exigeant de pouvoir partir à la retraite à 60 ans, c'est-à-dire de manière anticipée. Là encore, elles le disent sans rire : si c'est possible pour les métiers liés à la tauromachie ou à la répression d'État comme la police et l'armée, ça doit l'être pour nous ! Après deux mois à l'intérieur et à l'extérieur des hôtels, cette campagne se conclura par la tenue d'une manifestation le 31 mai prochain sur la ville de Grenade.

GAËL QUIRANTE • 25/04/2025

Toñi et ses camarades ont, en effet, décidé de regrouper les femmes de chambre [...] quels qu'en soient les propriétaires donneurs d'ordres



>>A u mois de janvier 2025, la CGT estimait que la vague de licenciements menaçait déjà 300 000 emplois. Depuis, les annonces se succèdent. Dans la sidérurgie, Mittal veut supprimer 600 emplois. Dans la micro-électronique, secteur stratégique pour la « souveraineté » nationale et militaire que Macron et Meloni ont arrosé de milliards de subventions, le groupe franco-italien ST-Micro supprime 2 800 emplois. Même aux Fonderies de Bretagne, anciennement Renault, dont Sophie Binet se félicite qu'elles soient reconvertis pour produire des obus (!), non seulement cela se fait au prix de dizaines de licenciements mais le repreneur, Europlasma, est bien plus spécialisé dans la production

de plans sociaux que de tout autre produit. Le législateur, même dans cette assemblée à majorité soi-disant « souverainiste » de droite ou de gauche, accompagne cette nouvelle vague de licenciements qu'il prévoit sur le long cours en introduisant un dispositif de chômage partiel (APLD Rebond) financé par la collectivité.

Il n'y a pas de sauveur suprême, ni un quelconque repreneur, tricolore ou pas, ni l'État qui sait subventionner ou même nationaliser pour licencier. Nationaliser dans les mains de l'État bourgeois ? Les millions de salariés des entreprises ou services publics sont bien placés pour savoir que cela ne protège ni des suppressions de postes, ni du harcèlement de l'encadre-

ment, ni des cadences infernales. Les plaintes en cours d'instruction dans les hôpitaux pour faire reconnaître la responsabilité des directions dans les suicides de personnel ou les grèves bien légitimes en préparation à la SNCF en témoignent – et nous y consacrons des articles dans les pages suivantes de ce numéro.

Les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces, et les joindre, pour imposer l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous sans perte de salaire.

R.P. • 27/04/2025

FONDERIE DE BRETAGNE REPRISE PAR EUROPLASMA : LES « BIENFAITS » MENAÇANTS DU « PRODUIRE FRANÇAIS »

La Fonderie de Bretagne, placée en redressement du fait de la baisse des commandes de Renault, aurait trouvé repreneur. Et quel repreneur ! Europlasma, une entreprise française qui se livre depuis quelques années à des rachats agressifs. Bien charitable, la boîte promet la sauvegarde de l'emploi en France, la valorisation des territoires et l'investissement dans la transition énergétique. Les chantres du « produire français » à gauche et dans les syndicats peuvent se frotter les mains. Mais pour les travailleurs et travailleuses, est-ce vraiment une bonne nouvelle ?

En rachetant les Fonderies de Tarbes en 2021 ou Valdunes en 2024, Europlasma a publiquement promis de s'orienter vers la transition énergétique... mais s'est rapidement tourné vers les obus. C'est plus vendeur !

Quant à l'investissement, il est en berne. Les travailleurs et travailleuses de Tarbes se plaignent d'objectifs inatteignables et de machines trop anciennes et sans cesse en panne. Cela ne va pas rassurer les ouvrières et ouvriers pour l'avenir, d'autant qu'une partie de la production de Tarbes pourrait être déplacée à Valdunes.

Un phénomène devenu courant ces dernières années : dans l'esprit de la loi Florange, les boîtes recherchent un repreneur en cas de fermeture d'un établissement. Certaines entreprises se sont spécialisées dans ce système : reprendre une entreprise en difficulté, presser le citron de tout le jus qui lui reste, puis repartir les poches pleines : Mutares, Europlasma en sont deux parmi d'autres.

Bref, ce bon patron bleu-blanc-rouge qui essaie aussi de se repeindre en vert, surtout kaki, veut faire du profit, et vite, sur les engins de mort, les montages à risque et les subsides de l'État, et tant pis pour l'avenir des travailleurs et travailleuses ! Alors, n'en déplaise à Sophie Binet, les seuls capables de sauver les emplois, ce ne sont pas les patrons bien français, mais les travailleurs en lutte !

CORRESPONDANT • 27/04/2025

Ce bon patron bleu-blanc-rouge qui essaie aussi de se repeindre en vert, surtout kaki, veut faire du profit

Les seuls capables de sauver les emplois, ce sont [...] les travailleurs en lutte !

DOSSIER :

RÉINDUSTRIALISATION

LES LICENCIEMENTS AVEC LA BÉNÉDICTION

DES DROITS DE DOUANE POUR FAIRE RESPECTER LES DROITS SOCIAUX ?

QUAND LA CGT VEUT TRUMPER LES TRAVAILLEURS

Pour riposter à l'offensive de Trump sur les droits de douane, la direction de la CGT a publié le 18 avril son plan intitulé : *16 mesures d'urgence contre la guerre commerciale*. Mais plutôt que « contre la guerre », on pourrait plutôt lire « dans la guerre ». Car entre les deux politiques que manient les bourgeois au gré de leurs intérêts du moment, protectionnisme ou libre échange, la CGT a sa religion : elle est, rappelle-t-elle, « depuis longtemps » opposée à la seconde. C'est vrai, depuis qu'elle a remplacé l'internationalisme par les cocoricos et le « produisons français », ça fait déjà belle lurette. Et face aux « droits de douane réciproques » de Donald Trump, la CGT a inventé les droits de

douanes dits « sociaux ». Protectionnistes de tous les pays, unissez-vous, serait sa nouvelle doctrine.

SOPHIE BINET À BERCY OU AU MINISTÈRE DES ARMÉES ?

C'est dans le même sens d'une prétendue démocratie nouvelle que la secrétaire générale de la CGT s'est déjà félicitée de la mise en place d'une « cellule de crise pour suivre la situation » sur les conséquences des droits de douane américains, rassemblant gouvernement et syndicats, « avec des réunions hebdomadaires pour faire le point sur les évolutions du sujet ». Une « victoire » pour Sophie Binet !

Il est loin, pour la CGT, le « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous » ! À la veille d'un 1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleurs, ça la fout mal !

OLIVIER BELIN • 27/04/2025

L'article complet en ligne :



SOPHIE BINET, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CGT

OUTINORD (NORD) : « ON EST PRÊT À SE BATTRE »

Mercredi 23 avril, une centaine d'ouvriers sont rassemblés devant l'entrée d'Outinord à Saint-Amand-les-Eaux, une usine spécialisée dans la fabrication de coffrages métalliques pour le secteur de la

construction. La semaine passée, la direction avait annoncé brutalement la suppression de 120 emplois sur les 140 que compte le site. Une annonce qui tombait alors même que certains salariés étaient appelés, dans les semaines

précédentes, à faire des heures supplémentaires pour honorer les commandes. Le mépris patronal dans toute sa splendeur !

Les travailleurs d'Outinord refusent de se laisser faire ! « *Il faut qu'ils payent* » explique un ouvrier au sujet des patrons. Pour beaucoup, le débrayage de ce matin n'est qu'une première étape dans le bras de fer avec la direction. Celle-ci invoque la crise du secteur de la construction et un carnet de commandes qui se vide pour justifier sa

décision de licencier. Mais dans le même temps, elle transfère du matériel et des machines dans une autre usine près de Poitiers, où l'on continue de produire. C'est aussi ça la réalité des plans de licenciements : un patron français qui délocalise... en France ! Face à cela, aucune frontière ne protégera les emplois, n'en déplaise aux politiciens bourgeois qui prétendent le contraire.

CORRESPONDANT • 27/04/2025

ATION, MON ŒIL : ITS S'ACCÉLÈRENT CTION DE L'ÉTAT !

Les subventions publiques à gogo et le protectionnisme économique, cela n'a jamais protégé les emplois

LICENCIEMENTS À ARCELORMITTAL : L'URGENCE D'UNE RIPOSTE EN ACIER TREMPÉ !

« APLD-rebond » : amputer les salaires et subventionner le patronat

Les subventions au patronat font scandale au point que les artisans de cette politique eux-mêmes sont contraints de faire mine de s'en offusquer. Mais le gouvernement persiste et signe : il vient de relancer « l'activité partielle de longue durée » (APLD), un dispositif de chômage partiel qui, au prétexte de maintenir l'emploi, est une machine à subventionner le patronat. Deux jours à peine après la publication du décret, les « partenaires sociaux » de la métallurgie se sont engouffrés dans le dispositif.

AUTO-EXPLOITATION À PRIX RÉDUIT

Copié-collé du dispositif instauré pendant le Covid, « l'APLD-Rebond » a été votée dans la loi de finances de 2025. Elle permet à un employeur de baisser l'activité des salariés de 40 % (voire 50 %) pendant un an et demi, en ne garantissant pour ces heures chômées que 70 % du salaire brut... payé par la collectivité (un tiers versé par l'Unédic, deux tiers par l'État). Bref, des salaires amputés... et financés par les salariés eux-mêmes !

Au plus fort du Covid, plus de 9 millions de salariés étaient soumis à un dispositif d'activité partielle, pour plus de 2 milliards d'heures chômées indemnisées en quelques mois. Le coût : plus de 34 milliards d'euros en deux ans, un transfert d'impôts et de cotisations au patronat.

LA RENGAINAGE DU MAINTIEN DE L'EMPLOI, POUR MIEUX LE DÉTRUIRE

Mais le gouvernement l'avait promis, cette nouvelle mouture de l'APLD devait être plus protectrice. Vendu comme un « dispositif anti-licenciements », elle devait cette fois-ci favoriser la formation. Le décret d'application vient de tomber le 16 avril, et évidemment il n'en est rien.

Côté formation, le décret n'impose en rien aux employeurs de prendre des engagements tangibles. Tout au plus, l'indemnité touchée par le salarié est portée à 100 %

pour les seules heures de formation (pour lesquelles l'employeur touchera aussi un soutien financier). Et côté maintien de l'emploi : si bénéficier de l'APLD interdit de licencier pour motif économique les salariés soumis au dispositif - et eux seuls ! - cette interdiction ne vaut que le temps de l'activité réduite : rien n'empêche donc de procéder à des vagues de licenciements juste après, alors même que l'employeur a bénéficié de la prise en charge de près de la moitié des salaires par l'État pendant plusieurs mois ! Du reste, interdire les licenciements économiques n'empêche en rien les employeurs de licencier à coups de départs « volontaires », de ruptures conventionnelles, etc., comme ils le font déjà le plus souvent.

Et le ministère du Travail d'enfoncer le clou en précisant que rien n'empêche une entreprise bénéficiant de l'APLD de mettre en œuvre un PSE... à la seule condition que ça ne touche pas les salariés concernés. Ou encore que les entreprises peuvent imposer certaines périodes de chômage à 100 %, tant que sur l'ensemble de la période d'APLD la moyenne ne dépasse pas les 40 %.

SYNDICATS AU CHEVET DU PATRONAT

Les confédérations CFDT et FO se sont dites déçues du décret, car elles auraient voulu encore plus de chômage partiel aux frais du contribuable... Elles ont accouru pour signer, dans la métallurgie (1,6 million de salariés), un accord de branche permettant aux employeurs d'imposer de manière unilatérale l'APLD même dans les entreprises où les syndicats s'y opposent. Et ces syndicats signataires de se vanter d'avoir obtenu qu'au-dessus de 250 salariés, l'employeur ne puisse pas procéder sans accord d'entreprise - alors que cela aurait été le cas pour tous s'ils n'avaient pas signé d'accord de branche !

HÉLÈNE ARNAUD • 27/04/2025

Plus de 126 000 salariés dans le monde, des dizaines d'usines, un chiffre d'affaires de 55 milliards d'euros. Voici ArcelorMittal, un géant de la sidérurgie. Et voilà que le 23 avril, le groupe annonce la suppression de 630 postes en France dont 400 parmi la main-d'œuvre ouvrière. La direction du groupe justifie ces licenciements par la nécessité d'*« améliorer son efficacité et sa productivité »* face à la concurrence chinoise. Pauvre groupe Mittal, à l'allure d'une petite PME du coin face à l'ogre venu d'Orient.

Depuis 2023, cette PME a touché 300 millions d'euros d'aide de l'État, plus 850 millions pour soutenir la décarbonation du site de Dunkerque, qui a été abandonnée, plus les prêts à taux préférentiel, les crédits d'impôt, le chômage partiel et les aides pour alléger les factures d'électricité. Et même des droits de douane qui protègent déjà l'acier européen !

Les subventions publiques à gogo et le protectionnisme économique, cela n'a jamais protégé les emplois, seulement les profits. Avec ou sans droits de douane, ArcelorMittal, n'a qu'un objectif : augmenter sa productivité en supprimant des postes.

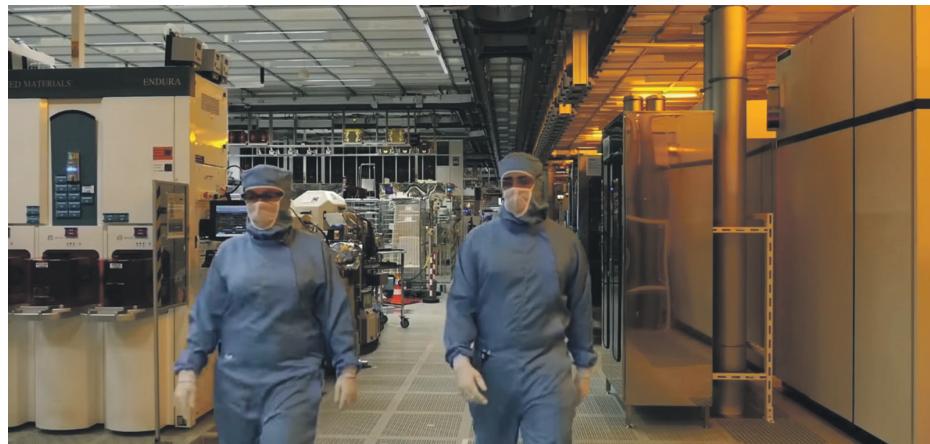
Depuis trois jours, on assiste au bal des pleurnicheurs où tous les politiciens qui ont soutenu ces subventions font mine de s'étonner. Stéphane Séjourné exprime son incompréhension. Xavier Bertrand appelle à une table ronde pour « *mettre les choses au clair* ». Le RN, quant à lui, veut montrer sa respectabilité patronale et parle de « *sauver la filière* ». Pour les emplois, il faudra repasser ! Le dirigeant de la CFDT Mittal, Jean-Marc Vecrin, s'est transformé en VRP de son patron : « *Ça fait des mois qu'on travaille avec la direction pour trouver des solutions, obtenir des aides, et là, ils nous plantent un couteau dans le dos.* » Tout est dit !

Tout ce monde politicien fait assaut de nationalisme. Pour eux, le problème c'est que l'actionnaire principal de Mittal serait... indien. Remplaçons-le par un Français ! Mieux : par l'État français ! C'est vite oublier l'histoire de la sidérurgie en France. Car avant d'être dirigé par un capitaliste indien, c'était une famille bien française, les de Wendel, qui était aux commandes du secteur jusqu'à dans les années 1970 en saccageant des dizaines de milliers d'emplois. Et après les de Wendel, c'est l'État français qui a justement nationalisé un secteur en faillite et a payé pour licencier 20 000 ouvriers à la place des patrons.

Le point commun de tous ces politiciens et bureaucraties syndicaux, c'est qu'ils sèment l'illusion qu'on pourrait faire confiance au patronat ou à l'État et qu'il faudrait remettre notre sort entre leurs mains. Nous disons l'exact inverse. Les travailleurs ne peuvent avoir confiance qu'en eux-mêmes.

ARMAND CARIER • 27/04/2025

STMICRO : 2800 EMPLOIS SUPPRIMÉS APRÈS DES MILLIARDS D'AIDES PUBLIQUES



Vitrine de la réindustrialisation voulue par Macron, STMicroelectronics s'était vu promettre 2,9 milliards d'euros d'aides publiques pour étendre l'usine de Crolles et fabriquer des wafers (galettes de silicium sur

lesquelles sont gravées les puces). Un afflux d'argent public dans la continuité de l'histoire de cette entreprise, née dans les années 1960 du laboratoire Leti du Commissariat à l'énergie atomique. Mais au lieu des 1000 créa-

tions d'emploi promises en 2023, ce sont 2800 licenciements qui ont été annoncés le 10 avril dernier. Pourtant avec 2,52 milliards d'euros de chiffre d'affaires au premier trimestre 2025, ST est loin d'être en difficulté.

Le plan de licenciement résulte de gains de productivité. Il vise les sites de production que ST a gardés en interne : fermeture d'une ligne de 1200 salariés à Crolles, démantèlement du site de Tours, réduction importante des effectifs de l'usine d'Agrate en Italie.

Opposée au plan de licenciement, la CGT a refusé de signer l'accord de méthode instaurant un calendrier et des modalités de négociations. Dans une lettre ouverte à Macron, elle demande des « *contreparties et des garanties [...] concernant l'outil industriel et les emplois* ». Une politique analogue à celle de l'intersyndicale italienne qui refuse de négocier, organise parfois dé-

brayages et grèves, mais en appelle surtout au gouvernement Meloni pour défendre l'emploi italien.

Au croisement de l'automobile, de la téléphonie ou de l'armement, les salariés de ST pourraient trouver des alliés parmi les travailleurs de ces industries. Ils seraient également les plus à même de contester l'exploitation illimitée des ressources en eau que la course au profit impose à l'industrie des semi-conducteurs. Mais la politique des directions syndicales, aussi bien en France qu'en Italie, les prive de la force que pourrait représenter leur union dans une mobilisation visant à prendre sur les profits de ST pour empêcher les licenciements et partager le temps de travail entre tous et toutes.

CORRESPONDANT • 27/04/2025

Vencorex : le nationalisme comme diversion face à la casse sociale

Jeudi 10 avril, le tribunal de commerce de Lyon a annoncé que seule l'offre de reprise d'une cinquantaine de salariés de Vencorex par BorsodChem (filiale hongroise d'un groupe chinois) serait retenue. Près de 400 salariés en moins, dont une partie a été licenciée avant même le délibéré. Une décision révoltante alors que les patrons de la chimie continuent d'engranger des profits faramineux en 2024 : 3,3 milliards d'euros pour Air Liquide, 1,5 milliard pour Arkema.

PATRONS DE TOUS LES PAYS CONTRE LES TRAVAILLEURS

Construite en 1915 pour produire du gaz moutarde, la plateforme s'est reconvertis après-guerre dans des applications civiles, à usage parfois militaire tel le défoliant fabriqué dans les années 1970 et utilisable comme agent orange dans la guerre du Vietnam. Successivement propriété de Gillet, Rhône-Poulenc devenu Rhodia, Lyondell, Perstorp, PTT-GC et désormais BorsodChem, la plateforme a connu des patrons français, américains, suédois, thaïlandais ou chinois. Leur politique a toujours été celle du profit maximum. Ainsi les plaintes formulées devant l'Assemblée nationale par Béal, le PDG de Vencorex nommé en mars 2024 par les actionnaires thaïlandais pour fermer l'usine, sont les mêmes que celles émises par les représentants du syndicat patronal France Chimie : les prix de l'électricité et du gaz en Europe depuis l'invasion de l'Ukraine et une sous-utilisation des usines. France Chimie estime ainsi que l'Europe utilise seulement 65 % de ses capacités de

production de chlore. De plus, les produits de spécialités, comme les isocyanates destinés notamment aux peintures automobiles, subissent le ralentissement de ce secteur. La question n'est donc pas de défendre la souveraineté nationale, mais de prendre sur les profits pour maintenir les emplois et les salaires.

La question n'est donc pas de défendre la souveraineté nationale, mais de prendre sur les profits pour maintenir les emplois et les salaires.

C'est une toute autre politique qu'ont proposé les directions syndicales CGT, CFDT, CFE-CGC, ainsi que les représentants du Nouveau Front populaire passés sur le piquet des travailleurs et travailleuses de Vencorex. Fabien Roussel demande à relancer la machine judiciaire du redressement. Jean-Luc Mélenchon expliquant vouloir défendre « *un savoir-faire indispensable si on ne veut pas dépendre de puissances étrangères* ». François Ruffin enfonce le clou : « *Notre pays continue d'être bradé aux financiers étrangers* ». Même Philippe Poutou apporte sa petite pierre à ce concert en affirmant que « *le seul repreneur viable, ce serait l'État* ». Tous ont présenté la nationalisation comme perspective pour éviter les licenciements, les écologistes en ont fait une proposition de loi portée par Cyrielle Chatelain. Une façon de passer sous silence la seule

perspective viable pour les travailleurs, la lutte commune à l'échelle du secteur.

LES CAPITALISTES DE LA CHIMIE LICENCIENT EN MASSE ET TUENT À PETIT FEU

La campagne pour « *sauver la plate-forme* » lancée par Christophe Ferrari, maire PS de la ville où est implanté Vencorex, passe sous silence le fait que les patrons ne se sont pas seulement gavés de profits sur le dos des salariés. Ils ont aussi sacrifié leur santé. Rhodia, devenu Solvay, a perdu ses procès aux prud'hommes contre plusieurs centaines de travailleurs exposés à l'amianto jusqu'en 2005, soit sept ans après son interdiction. Les produits de Vencorex, les isocyanates, représentent l'une des principales causes d'asthme professionnel. Les rejets de dioxyde ont pollué les sols autour de la plateforme : l'ARS recommandait en 2022 de ne pas consommer les légumes des potagers ou d'éviter de mettre ses mains à la bouche après avoir touché la terre. La même année, une enquête, commandée par la métropole et l'agence de l'eau, observait une « *dégradation importante de la qualité autour de la plateforme* ».

Le 17 avril dernier, Solvay affirmait dans la presse être « *une entreprise responsable qui assume les conséquences de son passé industriel et traite les sujets de pollution (sols et nappes) en allant souvent au-delà de ce qui est requis par la réglementation* ». En septembre, le même Solvay annonçait 68 licenciements sur la plateforme

chimique de Salindres (Gard) au motif d'un « *durcissement des réglementations française et européenne sur les PFAS* ». Tant que les travailleurs et travailleuses ne leur arracheront pas le pouvoir, ces capitalistes continueront de traiter leurs salariés et les ressources naturelles comme un coût à réduire.

La mobilisation qui s'est maintenue deux mois durant à Vencorex montre une détermination des salariés à ne pas subir. Les salariés ont arraché de meilleures conditions de départ, notamment 40 000 euros de prime supra légale. C'est le résultat de la lutte collective, avec blocage et piquet de grève maintenu jour et nuit. Au-delà des indemnités, c'est aussi la dignité de celles et ceux qui refusent de se laisser écraser qui s'est affirmée. Des liens ont été noués avec les travailleurs et travailleuses de Michelin, d'Auchan, de la chimie, mais faute de véritable coordination, la riposte est restée dispersée. Un avertissement pour les 15 000 salariés que France Chimie prévoit de licencier dans les trois prochaines années.

La mobilisation qui s'est maintenue deux mois durant à Vencorex montre une détermination des salariés à ne pas subir.

CORRESPONDANT • 27/04/2025

SNCF

On a toujours raison de lutter



À propos des différents préavis de grève déposés à la SNCF du 5 au 10 mai, Philippe Tabarot, ancien sénateur Les Républicains et actuel ministre des Transports, ouvrait la traditionnelle campagne médiatique anti-cheminots vendredi 18 avril au micro d'Europe 1 et de CNews : « Ça commence à bien faire ! [...] les contrôleurs de train ne sont pas les moins privilégiés. » Pour sûr qu'il s'y connaît en privilège, lui qui est toujours visé par une enquête du parquet national financier pour soupçons de détournement de fonds publics et prise illégale d'intérêts. Entre deux indignations mal placées, le ministre promettait que si les grèves n'étaient pas annulées, la proposition de loi dont il avait été à l'origine au Sénat pour interdire le droit de grève aux cheminotes et cheminots durant les ponts et les vacances scolaires pourrait bien ressusciter.

Ce cheminot-bashing n'a pas tellement besoin d'aide extérieure. Farandou, PDG du groupe SNCF, vantait récemment l'augmentation pharaonique de 21 % soi-disant perçue ces dernières années par la SNCF. Ces chiffres mélangeant allégrement les fortes hausses chez les hauts cadres et les cacahuètes dans le collège ouvrier. Ils mélangent également augmentations générales, augmentations bien normales à l'ancienneté et la prime d'intéressement qui grandit parallèlement aux bénéfices, donc en fonction de l'intensité de notre propre exploitation ! Également incluses, des primes « one-shot » souvent résultat de luttes locales et maigres compensations à des restructurations qui aggravent la vie des travailleurs du rail.

Alors, « non légitimes et excessives » les revendications des cheminotes et cheminots ? Que ce soit les agents de conduite, les contrôleurs, les agents des ateliers de maintenance ou les agents commerciaux, tous ont en commun de revendiquer une augmentation pérenne de leur rémunération. Logique quand on sait que la direction de la SNCF, à coups de restructurations et de prix exorbitants de billets de TGV, a pu annoncer un bénéfice de 1,6 milliard d'euros pour l'année 2024... et 0,5 % d'augmentation générale des salaires pour 2025 ! Après une décennie 2010 où le 0 % d'augmentation générale était la norme, les comptes sont loin d'être soldés. Ouverture à la concurrence oblige, le patronat du ferro-

vire, SNCF en tête, se fait même de plus en plus incisif en tentant de supprimer de-ci de-là des primes au nom de la compétitivité.

AGENTS DE CONDUITE : AU JEU DES MILLE BORNES, ON PERD TOUJOURS !

Entre 2003 et 2013, plus d'un quart des effectifs d'agents de conduite ont été supprimés. Le jeu de massacre s'est arrêté, mais on ne s'en relève pas comme ça ! Les journées de travail se sont rallongées, le nombre de kilomètres parcourus a augmenté et les tâches à effectuer ont explosé.

Parce que la SNCF supprime des contrôleurs, on nous demande d'être seul agent à bord, de gérer les aléas et surveiller la descente et la montée des voyageurs à quai. Parce que les emplois d'agent aidant à la manœuvre des trains en gare et dans les dépôts ont été rabotés, on nous demande d'assumer ce boulot. Parce que les postes d'agents en gare se raréfient, on nous demande de faire tout un tas d'annonces dans les trains qu'on conduit. Avec ça, la SNCF trouve encore moyen de faire stagner nos rémunérations !

La prime traction, censée se baser sur le nombre de kilomètres parcourus, qui représente selon les cas entre un tiers et la moitié de la rémunération d'un agent de conduite, est en réalité une usine à gaz. Elle se trouve de plus largement amputée en cas d'arrêt maladie ou de réduction des plans de transports. Autant dire que les raisons de lutter pour des augmentations de salaire sont légion.

CONTRÔLEURS SNCF : POUR L'ORGANISATION DU MOUVEMENT PAR LES PREMIERS CONCERNÉS !

En 2022, le Collectif national des ASCT (agents du service commercial trains, dé-

nomination des contrôleurs à la SNCF) est apparu pour répondre au vide laissé par les directions syndicales. Très vite, il a su trouver l'oreille de nombreux collègues qui se sentaient plus directement représentés par ce cadre hors des querelles syndicales et bouteillées habituelles.

Un espoir pour les contrôleurs de voir les choses enfin changer ? Malheureusement pas si sûr. Car face aux pressions conjointes du gouvernement et de la direction contre la grève à Noël 2022, le CNA ou du moins quelques porte-paroles nationaux auto-proclamés a cédé et appuyé les appels des directions syndicales à reprendre le travail. Près de trois ans après sa fondation, force est de constater que le CNA est loin d'avoir permis, ou même tenté, d'impulser le moindre fonctionnement démocratique à même de représenter la base des contrôleurs dans leurs mobilisations. Ce collectif a fini par se comporter comme un petit appareil, décidant sur des bases essentiellement corporatistes.

Aujourd'hui, tout laisse à penser que l'appel du CNA couplé à celui de SUD-Rail à un mouvement fort les 9, 10 et 11 mai sera largement suivi. Les nombreuses intentions de grève déjà déposées montrent qu'il y a une réelle envie d'en découdre.

Mais pour ne pas aboutir aux mêmes impasses, les grévistes devront se donner les moyens d'avoir leur mot à dire sur le déroulé de la lutte. C'est par des assemblées générales de grévistes qui pourraient permettre de décider collectivement du mouvement qu'il sera possible d'en avoir le contrôle et de l'ar-

racher aux appareils syndicaux et à la direction du CNA.

Voilà qui aurait de quoi donner de vraies sueurs froides à la direction SNCF et au ministre Tabarot. Et de quoi inspirer de nombreux autres collègues à entrer dans la lutte !

DIVISION PAR EN HAUT, UNITÉ À LA BASE ?

Dur de bien s'y retrouver ! La fédération CGT-Cheminots a déposé un préavis de grève pour les agents de conduite et les contrôleurs de train à partir du 5 mai, avant de peut-être appeler tous les cheminots à une journée de grève en juin. La fédération SUD-Rail, appelle à un genre de grève tournante. Les agents des gares sont censés ouvrir le bal de la grève le 5 mai. Mais prière de quitter la piste pour la laisser aux agents des ateliers le 6. Place ensuite aux agents de conduite le 7. Et le clou du spectacle : les contrôleurs du 9 au 11 mai. Partout, des revendications similaires mais des dates différentes selon les syndicats... Les cheminotes et cheminots, eux, auront sans doute et avec raison le sentiment de participer au même mouvement. Cet émiettement pose la question de la rémunération sous l'angle des primes liées à chaque métier, plutôt que comme un combat commun de tous les salariés de la SNCF... ou de tout le pays !

D'autant qu'une fois la piste chauffée par cette semaine rouge de grève, pas impossible que l'envie prenne aux travailleurs du rail d'un rappel collectif pour aller au bout du bras de fer avec la direction.

La condition sera de prendre cette lutte en main, en s'organisant par la base. Ces dernières années, les précédents commencent à être nombreux où des directions syndicales ont posé des préavis de grève corporatistes puis négocié avec la direction... et ont purement annulé les préavis jugeant que rien ne pouvait être obtenu de plus, sans laisser la possibilité aux travailleurs de se rassembler ne serait-ce que pour dire ce qu'ils pensaient. Il appartient donc aux cheminotes et cheminots de trouver en assemblées générales les chemins de l'unité à la base, avec en tête que toutes les grandes victoires sociales ont été le résultat de grèves capable de faire boule de neige et de représenter une menace collective pour le patronat.

CORRESPONDANTS • 27/04/2025



Parce que la SNCF supprime des contrôleurs, on nous demande d'être seul agent à bord

LA POSTE

La mobilisation pour la relaxe et la réintégration de Gaël et Yann s'élargit

Une première réunion unitaire s'est tenue le 8 avril en vue de mobiliser à l'occasion du procès pénal qui vise Gaël Quirante, Yann Le Merrer et trois autres postiers le 12 juin prochain.

Accusés de « violences » et de « violation de domicile professionnel » pour s'être rendus en délégation au siège social de La Poste pendant une grève de cinq mois et demi en 2014, il est difficile de ne pas y voir un acharnement qui vise des militants qui, malgré leur licenciement, continuent à militer en direction des postiers.

Ils sont connus pour leur implication dans les luttes à La Poste, mais aussi pour leur présence aux côtés des travailleurs et travailleuses de bien d'autres secteurs. Pas étonnant donc que lors de la réunion du 8 avril, qu'en plus de la fédération SUD-PTT dont ils sont membres, plusieurs organisations et militants politiques comme Anthony Smith de LFI, le NPA-R, Révolution permanente et le Parti des ravaileurs aient été présents, et aussi des représentants de plusieurs équipes militantes combatives comme la CGT Geodis Calberson, la CGT Safran Nacelles Le Havre, la CGT TUI France ou l'UL de Guingamp soient également de la partie.

Une prochaine réunion unitaire aura lieu le 6 mai à 19 h 30 dans les locaux de la fédération SUD-PTT.

Objectif : un rassemblement massif le 12 juin à partir de midi devant le tribunal de Paris porte de Clichy.

CORRESPONDANT • 27/04/2025

CHERBOURG : DERRIÈRE LA FERMETURE D'UN CAMPING MUNICIPAL

Cerné d'un côté par une des quatre voies les plus sillonnées de l'agglomération, et de l'autre par une forêt d'immeubles d'habitation qui lui barre l'horizon, le camping municipal de la Saline a des allures de canard boiteux dans son genre. Il a pourtant ses inconditionnels. À l'année, près de 40 résidents, logés en mobile homes. Et aussi des ouvriers en déplacement, bien souvent à l'arsenal de la Marine, là où Naval Group fabrique des sous-marins nucléaires : du camping, on peut rejoindre le chantier à pied presque plus vite qu'en voiture. Ajoutez des préentions tarifaires réduites au minimum et la mer à cent mètres : voilà pourquoi certains résidents y vivent depuis des décennies.

Mais que des retraités et des ouvriers précaires se fassent leur coin de paradis où ça leur chante, la préfecture n'en a cure. L'an dernier, appliquant une nouvelle loi, elle a mis en demeure la municipalité de faire des travaux et d'assurer la présence d'un gardien 24 heures sur 24, pour le cas où un accident nucléaire se produirait. Les élus ont fait leurs comptes. En janvier dernier, ils annonçaient la fermeture du camping, renonçant à une dépense qu'ils estiment à 200 000 euros annuels et qu'ils ne voulaient faire supporter ni aux résidents du camping, ni à leurs administrés. Ni le préfet ni le maire ne semblent avoir eu l'idée de présenter la facture à Naval Group. Quand il s'agit d'accueillir les familles de quelques dizaines d'officiers d'une marine de guerre cliente, tout ce beau monde se met en quatre : logements, places en crèche et même ouverture d'une école privée pour les gosses, rien n'est trop beau. Et tant pis si, un revers amenant la perte du contrat comme ça a été le cas avec les douze sous-marins pour l'Australie, tous ces projets finissent à la poubelle du jour au lendemain !

LA POSTE

REGAIN DE COMBATIVITÉ À LA POSTE... ET TENTATIVE DE COORDINATION DES BAGARRES

À près une brève pause pendant la période des élections professionnelles fin 2024-début 2025, les réorganisations ont repris à La Poste. Les conflits aussi. Grève de dix jours à Furiani, Biguglia, Borgo et Lucciana (région de Bastia) début mars. Grève reconductible de cinq jours aux Sorinières en Loire-Atlantique mi-mars, une semaine de grève fin mars-début avril à Antony et Châtenay dans les Hauts-de-Seine, grève dans les bureaux du Lamentin, Sainte-Rose, La Boucan, Deshaies le 15 avril en Guadeloupe, grève en Guyane le 17 avril... principalement des luttes contre les suppressions d'emplois.

Le conflit le plus long et le plus dur est en cours à Afa-Balleone en Corse (région d'Ajaccio) et porte sur les salaires : une grève reconductible depuis le 3 avril contre la suppression de compensations financières pour la distribution des colis en supplément du courrier.

Depuis une vingtaine d'années, les grèves à La Poste sont relativement nombreuses mais dispersées. L'exception avait été une grève nationale préparée par une coordination de postiers en lutte née pendant le Covid et impulsée par des intersyndicales départementales qui avaient pour une fois appelé à la grève sur une même journée le 15 mai 2021. La Poste avait fini par lâcher une prime de 300 euros en septembre 2021.



Les grévistes d'Antony et Châtenay ont constaté que, seuls, elles et ils n'arriveraient pas à empêcher la réorganisation qui visait leur bureau : ils ont voté la mise en place d'un collectif de mobilisation et appellent à une réunion en visio de coordination des bagarres contre les suppressions d'emplois le 14 mai 2025.

CORRESPONDANT • 27/04/2025



Les résidents ont tempêté, pétitionné, donné des interviews dans la presse locale... Mais à maintenant moins d'un mois de l'échéance, rien ne semble devoir arrêter la fermeture. Quant aux habitants des immeubles tout proches qui n'ont pas, eux, de gardien 24 heures sur 24, ils devront se contenter de croire qu'en cas d'accident nucléaire, le béton arrêtera les radiations.

Pourtant, il y aurait bien une solution à tous ces problèmes, y compris celui de l'emploi à l'arsenal. Ce serait que nous, travailleurs, nous décidions de ce qu'on produit, où et comment, des normes de sécurité et de leur application. C'est aussi à éviter de briser des vies par la fermeture d'un camping que ça servirait, la révolution.

CORRESPONDANT • 27/04/2025

Chez Suez, le pactole est destiné aux actionnaires !

Cette année, les NAO ont été menées avec le bâton plus qu'avec la carotte dans la majorité des branches du groupe Suez. Les syndicats majoritaires ont tous signé pour des augmentations inférieures à 2 %. Et à aucun moment, ces syndicats n'ont mobilisé les salariés.

À l'exception de la branche Suez Eau France...

Cette branche du groupe, qui est en fait l'ancienne Lyonnaise des eaux, compte environ 10 000 salariés. Avant la dernière réunion de « négociation », les syndicats CGT, CFDT, FO et CFE-CGC ont lancé un préavis de grève pour obtenir 2 %. Cela a eu le mérite de faire discuter des collègues, sauf qu'aucune assemblée générale n'a été organisée pour préparer la grève. Enfin, l'intersyndicale a annulé son préavis cinq jours avant la grève, en ayant obtenu 1,2 % d'augmentation générale et 0,5 % en individuelle. Et de féliciter tout le monde pour sa « mobilisation » qui a fait plier le patron.

Si l'enterrement semblait joué d'avance, les directions syndicales ont prouvé qu'elles menaient ces négociations avec surtout l'envie d'en finir sans faire de vagues.

La seule bagarre perdue d'avance est celle qui n'est pas menée. Ces syndicats diront qu'ils l'ont menée... Sans passer par la case bagarre !

Pour les travailleurs combattifs, ce mauvais tour de passe-passe laisse un goût amer et alimente la frustration de voir les actionnaires s'empiffrer pendant qu'on nous offre les miettes : 30 euros brut par mois, pour les plus bas salaires.

Malgré cela, dans certaines branches et filiales du groupe, des travailleurs se sont réunis à l'appel de syndicats locaux, montrant leur détermination à accepter sans rien faire. Si d'autres leur emboîtaient le pas, une vraie bagarre offrirait des perspectives autres que la paix sociale au bénéfice des patrons.

CORRESPONDANT • 27/04/2025

LE BRUIT DES BOTTES CHEZ BIOMÉRIEUX

BioMérieux, entreprise pharmaceutique en région lyonnaise, a signé une convention avec la garde nationale (réserve militaire et civile créée en 2016 dans le cadre de la politique de réarmement de la France). Comme on peut le lire dans la publicité qu'en fait l'entreprise auprès de ses salariés, cette convention permet aux « réservistes opérationnels » ayant signé un contrat avec la garde nationale de pouvoir facilement effectuer leurs missions : « Possibilité de prendre 15 jours de vacances sans demander l'accord de l'employeur. » Et même « 10 jours de vacances payés par l'entreprise » !

Pour vendre le statut de réserviste à ses salariés, la boîte n'hésite pas à tenter de les appâter avec des missions alléchantes à essayer comme « assistance interpellation à 6 h 30, fouilles de caves-garages, courses-poursuites » si on choisit le programme « Vis ma vie de policier réserviste ». Ou, bien sûr, des missions de contrôle de migrants si on choisit la police aux frontières. Comme si ces missions de contrôle et de répression étaient un jeu auquel on pouvait s'essayer pour le plaisir et se donner quelques frissons, à la Benalla ! Cette manière qu'a la police de se présenter elle-même en dit long sur le rôle qu'elle joue !

BioMérieux vend le concept comme une relation gagnant-gagnant. Mais qu'est-ce qu'une entreprise du diagnostic a à voir avec l'armée ? Tout ! Le patriotisme et le grand capital ont les mêmes intérêts et ils n'hésiteront pas à nous mener à la guerre si leurs profits en dépendent ! BioMérieux cite Churchill : « Être réserviste, c'est être deux fois citoyen. » À cela nous répondons deux fois non : nous ne serons ni chair à canons, ni chair à patrons !

CORRESPONDANTS • 27/04/2025

À l'hôpital, un harcèlement organisé pour supprimer des postes et fermer des lits

Ca fait longtemps qu'on sait qu'à l'hôpital, c'est comme à France Télécom : un système bien rôdé de harcèlement généralisé pour faire accepter des conditions de travail déplorables. Ce qui est nouveau, c'est que la presse commence à le dire aussi. Suite aux nombreux suicides de soignants, la plainte collective qui vient d'être déposée, contre le ministre de la Santé notamment, pour « harcèlement moral » et « homicides involontaires », a remis sur le devant de la scène la responsabilité de l'État dans cette politique criminelle. Une gestion austéritaire qui promet d'empirer : la Cour des comptes propose cette semaine des pistes pour obtenir 5 milliards d'euros d'économies par an dans la santé jusqu'en 2029...

HARCELER POUR MIEUX FAIRE CRAQUER
La stratégie des directions hospitalières est bien rodée : dire qu'on n'arrive pas à recruter, soumettre ceux qui restent à des plannings et une charge de travail intenables, des pressions constantes, des convocations disciplinaires absurdes... jusqu'à ce qu'ils partent d'eux-mêmes. Ensuite, il suffit de constater « objectivement » qu'il n'y a plus assez de monde pour faire tourner les services. Conclusion ? On ferme des lits. Pas un mot sur la maltraitance organisée en amont, évidemment.

À BAS BRUIT, DES SUPPRESSIONS DE POSTES MASSIVES

En 2023, plus de 4 900 lits d'hospitalisation ont été fermés en France. Avec des conséquences dramatiques. Ici, c'est un service d'hépato-gastro qui passe de 32 à 8 lits, là ce sont des services qui, au prétexte de

« fusionner », perdent un tiers de leur effectif... Mais officiellement, ce ne sont pas des fermetures délibérées, juste de petits « ajustements ». Selon la Drees, depuis 2013, les établissements de santé ont perdu 43 500 lits d'hospitalisation complète, soit près de 10 %. Une destruction méthodique de l'offre de soins, que l'État et les directions hospitalières présentent comme simple conséquence d'une « pénurie » subie... Alors même qu'ils en sont les premiers responsables !

LA PÉNURIE N'EST PAS UNE FATALITÉ, C'EST UNE POLITIQUE

La réalité, c'est qu'on fabrique la pénurie à coups de burn-outs, de conditions de travail exécrables et de management ultra-violent -

sans compter le peu de places en formation, les refus de titulariser ou encore d'embaucher les contractuels... Et pendant ce temps, les directions peuvent tranquillement affirmer qu'elles font « au mieux avec les moyens du bord ». France Télécom avait ses quotas de départs. L'hôpital a ses lits en moins. Même logique - en blouse blanche cette fois.

CORRESPONDANTS • 27/04/2025

À L'HÔPITAL, SOUS COUVERT DE PSEUDO-LAÏCITÉ, LA CHASSE EST OUVERTE

Espérant sans doute détourner l'attention du sous-effectif chronique et des réorganisations permanentes, certaines directions hospitalières ont un nouveau hobby : la chasse aux couvre-chefs. Sous couvert de laïcité, les cadres traquent bonnets, bandeaux et charlottes - surtout portés par des collègues issues de l'immigration ou à patronyme à consonance arabe. On atteint des sommets dans l'absurde : bandeaux mesurés à la règle, perruques recommandées ici, interdites ailleurs. Et parfois, c'est un directeur qui affiche Jésus dans son bureau qui mène la croisade contre les bandeaux. Résultat : harcèlement à coups de sanctions pour les pousser à se soumettre... ou à dégager.

Dans le contexte actuel, saturé de propos racistes dont bien des représentants politiques font leur fonds de commerce, cette chasse au textile est insupportable, et la référence à la laïcité ridicule : en quoi le port d'une charlotte médicale est-elle prosélyte ? Ironique, pour un gouvernement qui met en berne les drapeaux français pour la mort du pape.

CENEXI

L'entreprise veut faire payer son incomptence aux travailleurs

Ancien site de Roche, Cenexi Fontenay-sous-Bois est une entreprise de sous-traitance pharmaceutique. La plupart du matériel n'a pas été renouvelé depuis le rachat en 2004, au point que certaines pièces de rechange ne sont presque plus disponibles. Les conditions de travail sont à l'avenant : locaux vétustes, la clim ne fonctionne pas, et sur les lignes il fait alternativement trop chaud ou

trop froid. Les machines ont de plus en plus de mal à fonctionner, au point d'être dangereuses lorsqu'un vérin finit par lâcher. Et bien sûr, le taux de panne et de dysfonctionnement est énorme, au point qu'une bonne partie de ce qui sort des lignes n'est pas conforme et doit être trié à la main.

Sous prétexte de mauvais état des finances, les embauches se font rares et de nombreux postes restent vacants, ce qui engendre une surcharge de travail énorme pour ceux qui restent. Malgré tout cela, la direction essaie de faire croire que si la productivité est au plus bas, c'est parce que les collègues travaillent mal !

Depuis plusieurs années, la direction avait pour stratégie de faire la sourde oreille

Malgré tout cela, la direction essaie de faire croire que si la productivité est au plus bas, c'est parce que les collègues travaillent mal !

face aux demandes. Aujourd'hui, dans son discours elle passe à l'offensive en accusant les salariés d'être responsables des défauts de

Les machines ont de plus en plus de mal à fonctionner, au point d'être dangereuses lorsqu'un vérin finit par lâcher.

fabrication et des accidents de travail. Tout cela en laissant planer une menace de plan social provoquée par « l'impatience des actionnaires ». Mais ce sont justement ces derniers qui ont accumulé les bénéfices sans investir !

Face à cela, la colère s'accumule : les travailleurs et travailleuses eux aussi sont à bout de patience ! La situation de la boîte est au cœur des discussions, même si celles-ci peinent pour l'instant à se structurer. Mais l'avenir n'est pas écrit, et un renversement du climat et du rapport de force restent possibles !

CORRESPONDANT • 27/04/2025

Le NPA-Révolutionnaires était présent à la Conférence marxiste en Australie, on vous raconte !

La semaine dernière, entre les 17 et 20 avril, le NPA-Révolutionnaires participait à la Conférence marxiste 2025 organisée par les camarades trotskistes de Socialist Alternative, à Melbourne. L'occasion de tisser des liens entre camarades d'un hémisphère à l'autre, alors que les explosions sociales font face à la montée de l'extrême droite et des tensions inter-impérialistes.

TROIS JOURS DE DÉBATS SUR L'ACTUALITÉ DU MARXISME EN AUSTRALIE ET AILLEURS

Plus de 1 500 personnes ont ainsi participé à cette dernière édition de la conférence marxiste organisée par les camarades de Socialist Alternative, 500 de plus que l'an dernier, principalement des étudiants, mais aussi des travailleurs et camarades expérimentés ! Pendant trois jours, une aile entière de l'université de Melbourne a été occupée par des dizaines de débats traversant les continents et les époques : de la révolution russe de 1917 aux luttes aborigènes des années 1970, en passant par l'histoire de la guerre d'Algérie ou du mouvement trotskiste en Chine. Quant au parcours d'introduction au marxisme, il a

fait salle comble.

Au cœur des débats, la nécessité de construire un parti communiste révolutionnaire capable d'intervenir dans la situation politique. Exclus à quelques dizaines à peine dans les années 1990 de l'Internationalist Socialist Tendency, les camarades de SA revendiquent aujourd'hui plus de 650 militants, dont une moitié d'étudiants, engagés aussi bien dans l'organisation du soutien au peuple palestinien que dans les manifestations contre l'extrême droite.

En Australie aussi, les conditions de vie de la population s'aggravent, notamment dans le secteur du logement - 70 % d'augmentation des prix en deux ans. Les libéraux et travaillistes qui se battent pour le pouvoir

n'ont respectivement pas proposé qu'une baisse du prix de l'essence de 25 centimes par litre ou de 5 dollars d'impôt par semaine aux travailleurs - quel programme ! À travers leur campagne électorale « Victorian Socialist », les camarades de SA défendent à large échelle la nécessité de construire un mouvement socialiste capable de porter la classe ouvrière aux commandes de la société. Lors des dernières élections, ils avaient réalisé plus de 67 000 voix : ils s'attendent à en réaliser le double cette année, et on leur souhaite !

UN CADRE DE DISCUSSIONS INTERNATIONALES

Nous avons reçu l'invitation à cette conférence à la suite de la participation d'un camarade de SA à nos rencontres d'été révolutionnaires de l'an dernier - nous avons ainsi animé deux ateliers : sur la montée de l'extrême droite en Europe, avec un camarade allemand, et sur nos tentatives de construction d'un parti révolutionnaire en France.

Mais les discussions ont continué pendant les pauses, entre camarades français, argentins ou égyptiens, regrettant que des problèmes de visa ou de répression aient empêché les camarades sri-lankais, soudanais ou kényans à nous présenter la situation dans leur pays par écrans interposés.

Malgré notre retour en France, les discussions continuent. Prochaine étape en mai lors de la conférence de Paris !

STEFAN INO • 27/04/2025



FÊTE DE LILLE : UNE DEUXIÈME ÉDITION RÉUSSIE !

La fête du NPA-Révolutionnaires de Lille avait lieu samedi 26 avril, elle a attiré l'autant de monde que la précédente. Au cours de la journée, les participants ont suivi avec attention deux expositions commentées, l'une portant sur l'histoire de *L'Internationale* (dont Pierre Degeyter a composé la mélodie à Lille, en 1888 !) et l'autre sur le développement du mouvement ouvrier dans le Nord. Des débats sur la situation en Algérie, du Hirak de 2019 à aujourd'hui et sur la montée de l'extrême droite en France et dans le monde ont eu lieu. Un meeting sur la situation internationale, les résistances dans le monde et nos perspectives a clôturé la journée. Au cours du repas convivial du soir, tous les participants ont exprimé leur satisfaction et leur motivation. Et c'est en musique que la soirée s'est terminée. Rendez-vous dans la rue le 1^{er} mai !



LE 1^{er} MAI Journée internationale de lutte des travailleurs, entre répression et tentatives de récupération

Le 1^{er} mai 1886 à Chicago, aux États-Unis, un mouvement de grève est lancé pour revendiquer la journée de huit heures. Deux jours plus tard, une manifestation dégénère lorsqu'une bombe explose. Trois militants anarchistes sont condamnés à la prison à perpétuité, cinq autres sont pendus. Ces événements vont faire du 1^{er} mai un symbole international de la lutte des travailleurs pour la réduction du temps de travail.

En 1889, la Deuxième Internationale consacre le 1^{er} mai comme journée mondiale de mobilisation pour les huit heures. Son congrès d'Amsterdam en 1904 rendra systématiques les grèves et les manifestations chaque année à cette date.

Après la Première Guerre mondiale, cette Internationale désormais ralliée à l'ordre bourgeois tente d'endiguer la vague révolutionnaire par tous les moyens : parfois par la force, parfois en négociant une « paix sociale » avec la bourgeoisie. Est alors adoptée la loi sur les huit heures, dès le début de la révolution allemande en novembre 1918, et en France en avril 1919. Le 1^{er} mai devient jour férié et chômé, afin d'éviter une grève et de désamorcer une démonstration de force.

À la suite, Hitler proclame le 1^{er} mai 1933 « journée nationale du travail », avant de dissoudre les syndicats dès le lendemain. Le maréchal Pétain transforme la fête des travailleurs en « fête du travail et de la concorde », remplaçant l'églantine rouge du mouvement ouvrier par le muguet. Après la guerre, le Parti communiste au gouvernement - qui interdit alors les grèves, qualifiées « d'arme des trusts » - perpétue cette tradition en maintenant le 1^{er} mai comme jour férié.

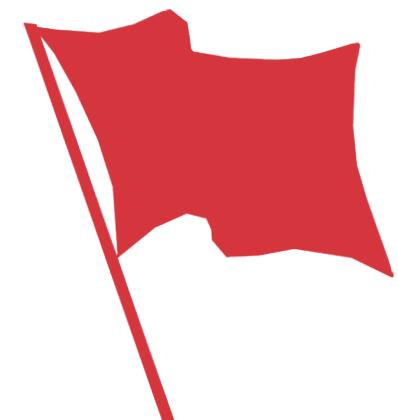
Mais le 1^{er} mai a aussi été violemment réprimé. Dès 1891, à Fourmies dans le Nord, neuf manifestants sont tués par la police lors d'un rassemblement pour les huit heures. À partir de 1954, les défilés sont interdits à Paris, jusqu'au 1^{er} mai 1968. Plus récemment encore, le 1^{er} mai 2019, en plein mouvement des Gilets jaunes, la manifestation parisienne est

attaquée avant même son départ. Le ministre de l'Intérieur qualifie les manifestants, réfugiés dans un hôpital pour se protéger des gaz lacrymogènes, de « casseurs ».

Le 1^{er} mai s'inscrit ainsi, année après année, comme un moment central des mobilisations sociales de printemps - et pas seulement en France. À Istanbul, la place Taksim est devenue emblématique depuis le 1^{er} mai 1977, lorsqu'une manifestation syndicale fut attaquée par l'extrême droite, avec la complicité de l'État : 36 personnes furent tuées. Depuis, les manifestations y sont interdites presque chaque année, provoquant des affrontements récurrents. Une brève parenthèse d'autorisation entre 2010 et 2012 sera suivie d'une nouvelle interdiction en 2013 - déclenchant le mouvement de Gezi, une occupation de la place qui secouera profondément le régime d'Erdogan.

Le 1^{er} mai est souvent décrit dans la presse bourgeoise comme une espèce de rituel de la gauche, mais c'est surtout une tradition héritée du combat de générations entières d'ouvrières et d'ouvriers du monde entier, des conquêtes arrachées et des répressions violentes. Chaque année, il rappelle que les droits ne tombent jamais du ciel, ils se gagnent dans la rue.

BARNABÉ AVELIN • 27/04/2025



HISTOIRE

Il y a cinquante ans, la fin de la guerre du Vietnam

Le 30 avril 1975, des troupes nord-vietnamiennes et Viêt-Cong prenaient le contrôle de Saïgon, la capitale du Sud-Vietnam. Cette victoire marquait la fin d'une guerre qui avait commencé vingt ans plus tôt et qui est considérée comme la première défaite militaire majeure de l'impérialisme américain au cours de sa longue histoire.

DE LA GUERRE D'INDOCHINE À CELLE DU VIETNAM

La guerre débute en 1955, un an après les accords de Genève (juillet 1954) qui avaient ratifié l'indépendance du pays et donc la défaite de l'impérialisme français. Le Vietnam fut alors divisé en deux, le long du 17^e parallèle, avec un nord contrôlé par le Parti communiste d'Hô Chi Minh, et un sud par un régime pro-impérialiste qui allait recevoir le soutien des États-Unis.

La politique anti populaire et répressive menée par régime dictatorial du Sud-Vietnam va provoquer un profond mécontentement dans le pays, et conduire à la création du Viêt-Cong en 1960. Peu à peu, les guérillas vont se multiplier et affronter tant les troupes sud-vietnamiennes qu'américaines.

LES INCIDENTS DU GOLFE DU TONKIN ET LA GUERRE OUVERTE

En 1964 le président démocrate Lyndon Johnson va prendre prétexte d'un incident naval avec des vaisseaux nord-vietnamiens pour lancer la guerre sur une grande échelle. C'est l'opération « Rolling Thunder » (grondement de tonnerre) qui consistera à déverser pendant des années des millions de tonnes de bombes sur le Nord-Vietnam en utilisant notamment du napalm, des produits chimiques et des défoliants afin de détruire une grande partie des cultures et des forêts tout en contaminant pour des années des millions d'habitants. Plus de 3,5 millions de GI's sont envoyés sur place entre 1965 et 1972, principalement des conscrits.

Ce qui ne décourage nullement les Nord-Vietnamiens et le Viêt-Cong de poursuivre et d'étendre leur offensive sur l'ensemble du pays, avec un soutien matériel, militaire et politique de la Chine et de l'URSS.

L'OFFENSIVE DU TÊT REBAT LES CARTES

Fin janvier 1968, les troupes nord-vietnamiennes lancent l'offensive du Têt (Nouvel An lunaire), en attaquant simultanément plus d'une centaine de villes et de bases américaines. À Saïgon, ils s'en prennent à l'ambassade des États-Unis et parviennent à se maintenir pendant un mois dans la Cité impériale d'Hué.

Après plusieurs jours de combats violents, Américains et



Sud-Vietnamiens reprennent le dessus. Mais cette opération montre à l'opinion mondiale, et en particulier américaine, qu'après des années de guerre, l'impérialisme est incapable de tenir le pays et que les insurgés, loin d'être à bout de souffle comme le prétendait Washington, sont capables de frapper où et quand ils veulent.

Cela va renforcer considérablement le mouvement anti-guerre aux États-Unis, et dans le monde entier où les soutiens au peuple vietnamien se multiplient.

Les étudiants, regroupés notamment dans les *Students for a Democratic Society* (Étudiants pour une société démocratique) jouent un rôle central dans les manifestations anti-guerre, ainsi que des anciens soldats du mouvement Vétérans contre la guerre, des militants afro-américains du *Black Power*, des membres du Mouvement pour les droits civiques et des militants de gauche, etc. Les actes de désobéissance civile (destruction de livrets militaires, refus de répondre aux convocations de l'armée, objection de conscience, désertions) se multiplient et reçoivent l'appui de personnalités comme Martin Luther King, le boxeur Mohammed Ali, les artistes Joan Baez et Bob Dylan, etc. Signe des temps, le républicain Richard Nixon se fera élire président en 1969 en promettant de mettre fin au conflit et de « ramener les gars à la maison ».

LES ACCORDS DE PARIS ET LA FIN DE LA GUERRE

Ce retrait progressif débute dès juillet 1969. En 1972 il n'y avait plus que 24 000 soldats américains sur place. Le 30 janvier de la même année, Washington décida l'arrêt des bombardements sur le Nord-Vietnam et de « vietnamiser » la guerre en renforçant son aide à Saïgon. Finalement, les accords de Paris, signés en janvier 1973, officialisèrent la fin de la présence américaine, laissant face à face l'armée populaire du Vietnam et le Viêt-Cong d'un côté et l'armée du Sud-Vietnam de l'autre. En deux ans, cette dernière, sans appui populaire et passablement démoralisée, fut défaite. Après la chute de Saïgon, le pays fut unifié sous la férule de Hanoï.

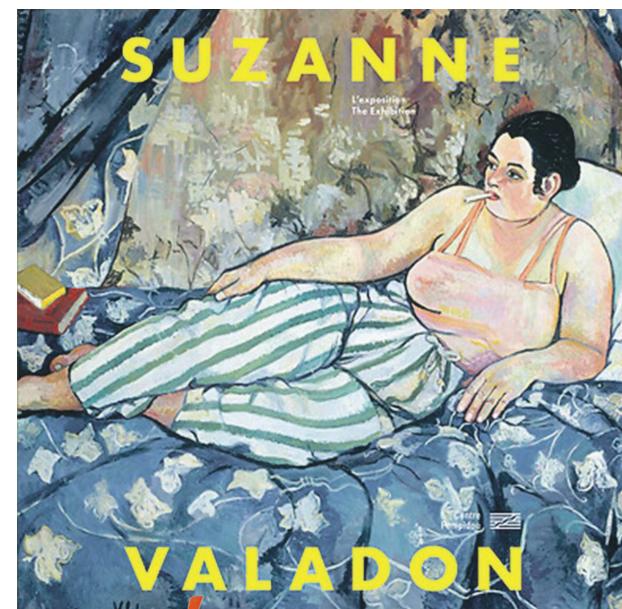
Si cette guerre fut une défaite cinglante pour l'impérialisme américain, elle fut aussi une tragédie pour le peuple vietnamien. Son pays était en ruines et les morts se comptaient par millions (quatre selon certaines estimations). Mais le courage et la résilience dont il avait fait preuve durant ces deux décennies de conflit furent une inspiration pour nombre de peuples coloniaux en lutte pour leur indépendance.

JEAN LIÉVIN • 27/04/2025

EXPOSITION

SUZANNE VALADON

Centre Pompidou (Beaubourg) à Paris, jusqu'au 26 mai 2025



Article à lire
sur le site :



ALISSA T. • 27/04/2025

EXTRÊME DROITE À LYON II : LA POLÉMIQUE QUI CACHE L'UNIVERSITÉ EN RUINE

Le 1^{er} avril, à l'université Lyon II, des étudiants ont interrompu le cours d'un enseignant, Fabrice Balanche, afin de dénoncer ses prises de position sur la Palestine. En décembre 2023, il déclarait sur CNews : « *L'un des scénarios est l'expulsion de la population palestinienne de Gaza. Ça résoudra le problème du Hamas puisqu'il se cache et prolifère au milieu de cette population civile.* » Ces propos abjects ne sont pas étonnantes venant de cet élu municipal LR de la région lyonnaise, déjà connu pour ses saillies sur le prétendu « islamogauchisme » à l'université.

Sans retenue, toute l'extrême droite a affirmé son soutien plein et entier à Balanche contre les étudiants, allant parfois jusqu'à le comparer à Samuel Paty... Bayrou et Borne ont eux aussi réagi en soutenant inconditionnellement l'enseignant. Une indignation à géométrie variable, puisqu'on n'a pas entendu ces gens soutenir Pierre Stambul, porte-parole de l'UJFP, lorsque le 15 avril, sa conférence à l'ENS de Lyon a été perturbée par des soutiens du gouvernement israélien.

Le gouvernement s'accorde bien de ces campagnes réactionnaires qui criminalisent tout soutien au peuple palestinien. Cela permet de mieux passer sous silence les coupes claires dans les budgets des universités.

CORRESPONDANTS • 27/04/2025

LES FÊTES LOCALES :

Rennes



Rouen



Toulouse



LE 1^{er} MAI EN TURQUIE, VERS UN REBOND DE LA MOBILISATION ?

Mercredi 23 avril, un séisme de magnitude 6.2 a fait trembler les murs d'Istanbul et blessé plus de 260 personnes. Aucun effondrement n'est à déplorer – même si on regrette qu'aucune brèche n'ait ouvert la prison de Silivri où sont enfermés de nombreux opposants à Erdogan.

Dès les premières secousses, des dizaines de milliers d'habitants de la métropole sont sortis dans les rues, de peur d'être ensevelis sous les décombres. La population garde en mémoire le tragique tremblement de terre de 2023, qui avait fait plus de 50 000 morts en Turquie et en Syrie. Une catastrophe qui n'avait rien de « naturelle » : les magnats de l'immobilier ayant construit des milliers de bâtiments sans prendre en compte les risques sismiques, pour s'enrichir avec la complicité du régime Erdogan. Et si l'Etat turc a dû condamner quelques patrons pour montrer patte blanche, il n'a pas mis fin aux pratiques crapuleuses des promoteurs immobiliers.

Celles et ceux qui se battent aujourd'hui contre la tentative de coup d'Etat d'Erdogan n'oublient pas les crimes de son régime. Le souvenir du mouvement de 2013 contre la destruction du parc Gezi résonne encore chez les milliers d'étudiants qui maintiennent les manifestations et actions dans leur université malgré la violence de la répression et les perspectives uniquement institutionnelles du principal parti d'opposition (CHP). Mais c'est une nouvelle génération qui expérimente son premier mouvement de masse. Alors que le 1^{er} mai approche et que plusieurs lycées se mettent en grève contre les mutations forcées de professeurs opposés à l'AKP (le parti d'Erdogan), étudiants et lycéens mobilisés entendent bien manifester place Taksim, que les forces de police transforment chaque année depuis douze ans en forteresse assiégée. Tiendra-t-elle cette année ?

Les manifestations de la journée internationale des travailleurs seront-elles l'occasion pour ceux-ci de rejoindre la lutte ? Il ne manque pas de raisons de protester contre le régime : les conditions de vie des classes populaires s'effondrent, l'inflation officielle dépasse les 40 % - en réalité 90 % - et le salaire minimum est en dessous du seuil de pauvreté. Mais l'AKP conserve une certaine influence chez les travailleurs, aidé par une multitude de syndicats corporatistes qui refusent de se joindre à la révolte politique en cours. Une partie des étudiants essaie de dépasser cet obstacle, en allant manifester devant les locaux de la Disk (Confédération des syndicats révolutionnaires) ou en allant directement soutenir les travailleurs en lutte, comme ceux du chantier de construction de l'hôpital de la ville de Sakarya où les ouvriers ont obtenu leurs salaires non payés après dix jours de lutte et ont rendu hommage à « leurs jeunes amis qui peignent les rues aux couleurs de la rébellion ». Si les grèves économiques actuelles - comme dans les raffineries de Tüpraş - rejoignaient les manifestations de jeunes, le régime ne tiendrait pas longtemps.

Ainsi, il n'est pas étonnant qu'une partie de la jeunesse regarde du côté de la Grèce ou de la Serbie où le slogan « Résistance générale, grève générale », scandé en Turquie, prend vie.

STEFAN INO • 27/04/2025



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ GALATASARAY ET DE TRAVAILLEURS DE L'HÔPITAL DE SAKARYA

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SOUTENEZ LE NPA-RÉvolutionnaires

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

EN LIGNE PAR CHÈQUE PAR VIREMENT OU PAR PRÉLÈVEMENT MENSUEL

npa-revolutionnaires.org/souscription

Généralisation des « Comp » : une nouvelle attaque contre les étudiants

Alors que les étudiants luttent depuis plusieurs mois contre les coupes budgétaires dans les universités (1,5 milliard de coupes dans le budget 2025, soit des millions d'euros supprimés dans les budgets de toutes les universités), Philippe Baptiste, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de Bayrou, a annoncé une réforme du financement des universités : la généralisation des Contrats d'objectifs, de moyens et de performance (Comp).

Retour en arrière : depuis la loi LRU de 2007, les universités sont « autonomes » financièrement et doivent chercher de l'argent auprès de l'Etat pour leur fonctionnement. Elles reçoivent ainsi chaque année une « subvention pour charge de service public » (SCSP) théoriquement calculée sur la base du nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs, mais qui fait surtout l'objet d'après-négociations avec le ministère. Cette subvention est inégalitaire, et le financement est notoirement insuffisant pour étudier dans de bonnes conditions. À l'échelle nationale, le budget par étudiant a baissé de 22 % entre 2010 et 2024. Pour combler le manque, les universités réduisent le nombre de places, sélectionnent davantage leurs étudiants et répondent à des appels à projets du ministère, mettent en place des « projets d'excellence » ou des filières d'élite, pour grappiller quelques millions en plus. Les universités sont mises en concurrence pour obtenir des subsides de l'Etat.

Les Comp, créés en 2023 par l'ex-ministre

Sylvie Retailleau, constituent l'aboutissement de cette politique de sous-financement et de concurrence : ils visent à donner plus de moyens aux 34 établissements pionniers qui suivent les exigences du ministère. À l'heure actuelle, les Comp représentent 0,8 % de leur SCSP. C'est peu, mais dans une université comme Nanterre (Hauts-de-Seine), cela correspond tout de même à quatre millions d'euros qui sont versés à condition de remplir les objectifs du ministère (et donc en fin de compte les demandes du patronat) : ceux-ci sont fixés à partir de plusieurs indicateurs, comme le taux d'insertion professionnelle ou de réussite. L'université s'engage ainsi à la création d'enseignements à distance et en hybride. Mais aussi à la « transformation » des formations « dont la performance n'est pas satisfaisante », comme les licences de LLCE (langues, littératures et civilisations étrangères et régionales), de philosophie, de lettres ou de sciences sociales. Quitte à supprimer ces filières qui n'intéressent pas les employeurs ? Interrogée par des syndicalistes étudiants, la

direction de l'université de Nanterre ne s'est pas engagée à les maintenir.

C'est dans ce contexte que Philippe Baptiste a annoncé la généralisation du dispositif « à l'ensemble du territoire à partir de l'année 2026 » pour qu'il concerne « 100 % de la subvention pour charge de service public (SCSP) des universités ». Cela signifie que le chantage ministériel appliqué dans quelques filières à Nanterre ou ailleurs deviendrait la norme du financement des universités.

L'université n'a pas à être performante aux yeux du patronat ni sélective, excluant les enfants d'ouvriers. Nous luttons pour une fac ouverte à la classe ouvrière et dirigée par elle, conditions réelles pour qu'elle devienne un lieu d'émancipation individuelle et collective, par le développement de connaissances, de la science et d'un savoir critique. Il faut des moyens à la hauteur des besoins.

La lutte des étudiants contre les coupes budgétaires ce second semestre n'est qu'un début... Le gouvernement avance sur ces plans, c'est à nous maintenant d'avancer dans cette perspective !

B. RUZ • 27/04/2025

CAMP D'ÉTÉ INTERNATIONALISTE

30.07 - 03.08

Construire un pôle des révolutionnaires

Ségovie

NPA OKDE Σπάρτας IZAR rs*

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉvolutionnaires ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes_revo